

**Achetons ANTIQUITÉS**  
Meubles anciens de tous genres, successions, tableaux de grande valeur, bronze, argenterie, etc. Payons très bons prix, allons partout, acceptons frais vives.  
**832-1930 — 692-4878**  
70, Dalhousie, Québec

**LOUPEZ**  
Louer c'est une brillante idée!  
ST-GEORGES B.C.E. 228-1718  
LÉVIS 835-3343  
QUÉBEC 871-6363  
CHARLESBOURG 627-1331  
ÉQUIPEMENT DE CONSTRUCTION, RESIDENTIEL, INDUSTRIEL, PARTI, TENTE

MERCREDI 1er MARS 1989

QUÉBEC 93E ANNEE NO 62  
56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON A DOMICILE (7 JOURS) 3 005  
MONTREAL ILES DE LA MADELEINE GASPÉ RIVIÈRE AU RENARD PERCE ABITIBI NW

35c

**LE QUÉBEC**

**Deux aviateurs périsent près de LG4 à la Baie James**

Le pilote et le copilote du DC-3 de la compagnie Transfert qui ont péri, hier, dans l'écrasement de leur appareil, sont originaires de la Basse-Côte-Nord **A-6**

**LE CANADA**

**Mulroney reporte la nouvelle session au 3 avril**

Le gouvernement conservateur a retardé d'un mois l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, soulevant ainsi l'indignation de l'Opposition **A-10**

**QUÉBEC**

**La « guerre des écoles » se poursuit à la CECQ**

Le comité d'école Louis-Jolliet demande au ministre de l'Éducation de surseoir à la décision de transformer cette école en centre de formation des adultes **A-3**

**LA RÉGION**

**L'hôpital de Rimouski fait aussi « relâche » cette semaine**

Dans l'espoir de réduire de quelque \$160.000 son déficit prévu de \$729.000, l'hôpital de Rimouski est en « semaine de relâche » jusqu'au 6 mars **A-3**

**LE SPORT**

**Ben Johnson était le cobaye de son médecin Astaphan**

Le médecin Jack Scott, soutient dans le magazine Runner's World que le sprinter canadien Johnson a été un « champ d'expérimentation pharmaceutique » **S-4**

**L'ÉCONOMIE**

**Domtar prête à vendre tout son secteur chimique**

Domtar vendra des entreprises représentant 10 % de son chiffre d'affaires, notamment en mettant en vente Sifto, qui oeuvre dans le secteur du sel **B-1**

**LA CONSOMMATION**

**De plus en plus de gens font leur vin à la maison**

Les prix élevés des vins et spiritueux, notamment, ont incité, au cours des dernières années, plus de Québécois à faire eux-mêmes leur vin à la maison **C-1**

**L'ÉDITORIAL**

**Le ministre de l'Éducation n'a-t-il pas mieux à faire?**

À la garderie ou à l'école, les enfants coûtent des sous à l'État qui aurait mieux à faire que de consentir des dérogations pour l'entrée à l'école **B-8**

**L'INDEX**

Local et régional	A-3 à A-5
Le Québec	A-6 à A-8
Le Canada	A-9 et A-10
Le Monde	A-11 à A-15

Alain Bouchard	A-5
Annonces classées	C-8 à C-13
Arts	C-4 à C-7
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-10
Décès	C-15
Économie	Cahier B
Feuilleton	C-10
Éditorial	B-8
Horoscope	C-10
Mode	Cahier C
Mots croisés	C-11
Mot mystère	C-11
Où aller à Québec	C-6
Patron	C-13
Pierre Champagne	A-9

**LA MÉTÉO**

Faible neige passagère aujourd'hui avec un maximum de près de moins 4 et des vents calmes. Demain: une journée ensoleillée avec vents **S-16**

## Commerces: l'Église en campagne contre l'ouverture le dimanche

L'Assemblée des évêques du Québec mène présentement une campagne contre le projet d'ouverture des commerces le dimanche. Il se pourrait même que cette question rebondisse à la réunion plénière de l'épiscopat québécois, la semaine prochaine, à Loretteville.

par JEAN MARTEL  
LE SOLEIL

En effet, Mgr Jean-Guy Hamelin, président du comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques, a envoyé à tous les

diocèses une documentation sur le sujet. Cette documentation propose d'organiser auprès de la population catholique une pétition contre l'ouverture des commerces le dimanche. Cette pétition doit ensuite être expé-

diée au premier ministre Robert Bourassa.

Certains diocèses ont déjà organisé ce mouvement populaire de protestation. Il y a eu d'abord le diocèse de Québec qui a même devancé le geste de Mgr Hamelin. Plus de 15.000 signatures du diocèse de Québec appuient le maintien du respect du dimanche.

Le diocèse de Montréal doit organiser prochainement cette

pétition dans ses 250 paroisses; M. Jules Parenteau, de l'archevêché de Montréal, a assuré le SOLEIL qu'il ne reste qu'à choisir le moment propice.

D'autres diocèses ont fait signer la pétition dans leurs paroisses; tel est le cas des diocèses de Trois-Rivières, Joliette, Rouyn-Noranda, Chicoutimi...

En plus de cette pétition, certains diocèses font partie d'une

coalition régionale d'opposition à l'ouverture des magasins le dimanche. Tel est le cas, entre autres, des diocèses de Montréal et de Trois-Rivières. Cette coalition groupe divers organismes, tels les syndicats, les associations de consommateurs et les groupements de commerçants, qui s'opposent au projet d'ouverture des commerces le dimanche.

Suite A-2, Commerces...

### Venezuela: les émeutes font au moins 50 morts



Deux Vénézuéliens transportent loin des lieux des principaux affrontements, entre manifestants et les forces de l'ordre, une dame incommodée par les grenades lacrymogènes de la police.

## Caracas suspend les libertés et impose un couvre-feu national

CARACAS (AFP, Reuter, AP) — Le gouvernement du Venezuela a décrété hier la suspension des libertés fondamentales dans tout le pays et un couvre-feu de 20h00 à 06h00 locales au terme de deux journées de violence et de pillages généralisés dont le bilan pourrait atteindre une centaine de morts.

Ces décrets aussitôt annoncés, le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez s'est adressé à la nation pour affirmer fermement qu'il maintiendrait les mesures de libéralisation de l'économie

prises la semaine dernière et dictées par le Fonds monétaire international (FMI).

Ces mesures, notamment l'augmentation des prix des articles de première nécessité et la hausse des tarifs des transports en commun — qui

aurait dû être de 30 % mais que certaines entreprises ont porté à 100 % —, ont été à l'origine du véritable soulèvement populaire qu'a connu le pays.

M. Pérez, au pouvoir depuis le 2 février dernier, a démenti s'être « jeté dans les bras du FMI » qu'il a fermement critiqué comme « un organisme créé par les pays industrialisés en pensant à leur bien-être et peu à celui des

Suite A-2, Caracas...

## L'agence spatiale: la bataille paraît gagnée pour Montréal

(D'après PC et LE SOLEIL) — L'annonce de l'implantation à Montréal de l'agence spatiale pourrait être faite dès aujourd'hui, mettant ainsi fin à deux ans de suspense.

Interrogé au moment où circulaient des informations à l'effet qu'Ottawa ferait cette annonce aujourd'hui dans la métropole, le premier ministre Robert Bourassa n'a rien fait pour les contredire.

En début de soirée, M. Bourassa a indiqué qu'il venait tout juste de recevoir un coup de fil du premier ministre Brian Mulroney et que l'agence spatiale avait été l'un de leurs sujets de conversation.

Les deux hommes discutaient de ce dossier pour la troisième fois en autant de jours. « C'est dans l'air, de toute évidence. On saura dans les prochains jours si cela va se matérialiser », a déclaré M. Bourassa qui a admis que son optimisme allait croissant.

Le premier ministre affirmait, il y a une dizaine de jours, qu'il ne ramperait pas devant Ottawa pour obtenir cette agence, surtout s'il doit s'agir d'une coquille vide. Hier soir, M. Bourassa semblait avoir balayé ses craintes sur l'importance du projet et disait être « très confiant que, s'il y avait une décision positive, ça devrait être fait d'une façon significative, d'une façon réelle ».

Il a rappelé qu'hier encore



C. « C'est dans l'air, de toute évidence... »

— Bourassa

M. Mulroney avait évoqué la position favorable à Montréal qu'ont adoptée en campagne électorale les chefs libéral et néo-démocrate, MM. John Turner et Ed Broadbent.

« Je ne peux pas vous dire quelle a été la décision, s'il y en a eu une, du gouvernement fédéral qui en aurait discuté cet après-midi », a poursuivi M. Bourassa.

Suite A-2, Montréal...

## La ruée de dernière heure vers les REÉR

Dernier avis aux contribuables qui veulent limiter l'appétit fiscal des gouvernements fédéral et provincial: c'est aujourd'hui, premier mars, la date limite pour contribuer à un régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR) pour l'exercice fiscal 1988.

par PIERRE MARTEL  
LE SOLEIL

Comme les institutions financières rapportent un fort achalandage de clients au cours des dernières heures, le consommateur a intérêt à se présenter très tôt au guichet. De plus, les

heures d'ouverture variant d'une institution à l'autre et même d'une succursale à l'autre, l'acquéreur de REÉR ferait mieux de s'informer sur les heures de fermeture.

Tant Mme Bibiane Desjardins, de la Banque Royale du

Suite A-2, REÉR...

### Le procès du télévangéliste Lacroix

## Bienvenue: « On ne juge pas dans les journaux ni dans des marathons »

Déçu du travail effectué jusqu'à maintenant, le juge Jean Bienvenue, de la cour supérieure, a lancé un second avertissement aux médias, hier matin, à la reprise du procès du télévangéliste Pierre Lacroix.

par RICHARD HÉNAULT  
LE SOLEIL

« Je suis déçu pour l'accusé et pour la société, a déclaré le juge. Je demande la collaboration des médias et je les supplie d'aider la justice. » Il faisait notamment référence à des articles publiés au cours des derniers jours dans LE SOLEIL et dans le Journal de Québec.

Mais il a tout d'abord déploré la teneur d'un reportage

diffusé par la Société Radio-Canada, lundi soir, au terme de la journée au cours de laquelle les membres du jury ont été choisis. Évidemment, il est impossible de rapporter ce que le juge Bienvenue reprochait à ce reportage car il faudrait répéter des éléments qu'il fallait taire aux oreilles des jurés.

Il a aussi enjoint les médias de ne plus rapporter de citations de qui que ce soit relativement à la présumée culpabilité de Pierre Lacroix. Au cours des

derniers jours, des reportages ont été faits sur une activité tenue par la Cité du père et l'opinion de participants a été sollicitée. C'est sans compter également l'ironie avec laquelle des stations de radio ont traité du cas Lacroix.

« Après tout ce qui a été dit, que reste-t-il à faire aux jurés, a demandé le juge Bienvenue. En ce pays, je vous le rappelle, on ne juge pas dans les journaux ni dans des marathons. On juge devant les tribunaux! » Quoi qu'il advienne dorénavant, a-t-il prévenu, « on n'aura pas facilement de "mistrial" dans cette cause ».

Suite A-2, Bienvenue...



M. Guy Giroux, directeur adjoint de la Banque Nationale, discutant de REER, hier soir, avec un client de dernière heure.

Suites de la première page

## Commerces...

### Raisons

La pétition que les catholiques sont invités à signer fait appel aux principaux arguments en faveur du respect du dimanche. D'abord, on insiste sur le besoin qu'a chaque personne d'un jour de repos qui soit le même pour l'ensemble de la population. Cela permet de resserrer les liens entre les membres d'une même famille.

Ensuite, on signale que les travailleurs comptent sur ce jour de congé collectif pour refaire leur énergies physiques et mentales. En outre, l'individu en tant que citoyen a besoin de ce jour de congé collectif pour établir des relations humaines marquées au coin de la gratuité.

Enfin, le croyant - peu importe sa confession religieuse - a droit que le dimanche soit libéré de toute activité commerciale pour se retrouver avec d'autres membres de son Eglise pour célébrer sa foi.

La lettre se termine en demandant que le dimanche reste libre d'activités commerciales. « L'être humain a plus de prix que l'intérêt économique », conclut-elle.

On se souvient que le gouvernement Bourassa a promis la tenue d'une commission parlementaire sur la question de l'ouverture des commerces le dimanche. Cette commission devait voir le jour en février; or, février est terminé et rien n'est annoncé pour le mois de mars.

Autre texte en page A-6

## Bienvenue...

Pour que les choses soient bien claires, le juge Bienvenue a volontiers accepté de rencontrer quelques membres de la presse. D'emblée, il a reconnu que le fait de publier son avertissement ne pourrait être que bénéfique.

Sa préoccupation, dans cette affaire, est de préserver l'impartialité et la liberté d'esprit des jurés. D'ailleurs, il a rappelé quel soin on avait apporté à leur choix, lundi. A chacun, il a lui-même demandé s'il était capable de faire abstraction de ce qu'il avait entendu jusqu'à maintenant sur les crimes dont Pierre Lacroix est accusé.

Bien sûr, il serait toujours possible de séquestrer le jury. Mais, aux yeux du juge Bienvenue, cette éventualité ne doit être envisagée que comme une ultime solution. La difficulté de trouver ultérieurement de nouveaux jurés devient alors évidente.

Quant au procès comme tel, il s'est véritablement mis en marche par la suite. Des points de droit ont été discutés toute la journée et en soirée, hier, en l'absence du jury, et les discussions doivent se poursuivre encore toute la journée et en soirée, aujourd'hui. Aussi, une ordonnance de non-publication a-t-elle été émise et rien ne peut en être rapporté.

Les six hommes et six femmes du jury avaient été convoqués à 14h aujourd'hui, mais le juge Bienvenue a décidé de reporter leur retour à demain matin, étant donné que les points de droit ne pourront être réglés avant ce moment. On peut d'ores et déjà prévoir que le procès durera au moins deux semaines.

Le télévangéliste fait face à trois chefs d'accusation de grossière indécence. Les crimes auraient été commis entre 1983 et 1987, et la présumée victime en aurait été un adolescent, aujourd'hui âgé de 22 ans. Pour chacun des chefs d'accusation, Lacroix est passible d'une peine maximale de cinq ans de pénitencier.

## Montréal...

Quand on lui a souligné que, selon des informations diffusées par Radio-Canada, le ministre fédéral responsable du dossier, M. Harvie Andre, convoquerait aujourd'hui une conférence de presse à Montréal, M. Bourassa a simplement répondu « Tirez-en vos conclusions ».

Le premier ministre a assuré qu'il serait disponible pour commenter une éventuelle annonce fédérale dans ce dossier.

Quand on a voulu savoir si le ministre Pierre MacDonald, responsable du dossier dans le gouvernement québécois, serait à Montréal demain pour participer à l'annonce officielle, M. Bourassa a répondu que son ministre est présentement en vacances. « Qui le remplacera? », a-t-on alors demandé. « Vous verrez ça demain... s'il y a une annonce », a répliqué le premier ministre.

### Montréal, Ottawa... ou Calgary

Dans la capitale fédérale, à l'issue de la réunion du cabinet, M. Mulroney s'était contenté de déclarer que le ministre Andre ferait une annonce lorsqu'il aura décidé que le temps est venu de le faire. M. Andre disait hier que ce serait très bientôt.

Cette annonce sera faite « dans l'intérêt national, que ce soit Montréal, Ottawa ou Calgary », a ajouté le premier ministre, paraissant ainsi faire apparaître un nouveau concurrent dans ce dossier où, publiquement, les deux rivaux ont toujours été Montréal et Ottawa.

M. Andre, nouveau titulaire du ministère de l'Expansion industrielle régionale, représente une circonscription albertaine.

Pour leur part, les ministres fédéraux québécois ont été muets comme des carpes à leur sortie de la réunion du cabinet.

En début d'après-midi, cependant, M. Mulroney avait lui-même formulé l'espoir que la décision ne tarderait pas. C'est aussi à ce moment qu'il avait qualifié de « points de vue intéressants » les positions des autres chefs politiques fédéraux qui s'étaient prononcés pour Montréal en campagne électorale.

A peu près tous les gros canons conservateurs du Québec s'étaient alors engagés à faire en sorte que Montréal obtienne l'agence spatiale.

## REÉR

nada, que MM. Marcel Larochelle, de la Banque Nationale, et Daniel Roussel, du Mouvement Desjardins, soulignent que l'affluence des dernières heures est aussi forte que celle notée au cours des dernières années. Peut-être même un peu plus forte.

Les derniers jours de février ont toujours été l'objet d'une ruée vers les REER. La principale raison de celle-ci est que bon nombre d'employeurs remettent les relevés de salaires vers le 20 février. Or, beaucoup de consommateurs attendent d'avoir ceux-ci avant de calculer leur impôt et de décider quel montant ils peuvent investir dans un REER pour réduire l'impôt à payer.

Cette année, en plus, beaucoup d'acheteurs ont suivi la hausse constante des taux d'intérêts des dernières semaines. Comme ceux-ci grimpent, de semaine en semaine, ils attendent à la dernière minute pour profiter d'un rendement plus élevé. Ainsi, depuis une semaine, le rendement de certaines catégories de placement a monté d'un quart de point.

Au cours de la dernière année, plusieurs institutions, dont le Mouvement Desjardins, ont tenté d'amener leurs clients à étaler leurs contributions sur toute l'année. « Nous n'avons pas réussi à convaincre tout le monde. Au contraire, un fort pourcentage d'acquéreurs de REER préfèrent attendre les derniers jours de février pour faire leur contribution », affirme Daniel Roussel.

En terminant, rappelons que le REÉR est un des rares abris fiscaux à avoir survécu à la réforme fiscale.

## Caracas...

autres peuples.

Il a cependant affirmé que le Venezuela, avec une dette extérieure de \$31 milliards, n'avait pas d'autre option que d'accepter ses conditions pour obtenir de nouveaux crédits alors que les caisses de l'État sont pratiquement vides du fait notamment de la baisse des prix de pétrole,

qui représente 90% des exportations du pays, dans les dernières années.

Il a annoncé la signature ce même jour à Washington d'une lettre d'intention avec le FMI de qui le gouvernement espère obtenir cette année \$1,5 milliards d'argent frais.

Le président a reconnu qu'il demandait d'importants sacrifices à la population et manifesté sa compréhension devant l'explosion de colère. Il a affirmé que l'époque de l'abondance, qui permettait à l'État de subvenir aux besoins de la population par l'intermédiaire de multiples subventions, était bel et bien terminée et que « l'heure de la vérité économique » était arrivée.

Il a cependant insisté sur les énormes ressources du pays en appelant ses concitoyens à lui faire confiance et à accepter des mesures dont les effets bénéfiques se feront sentir dans les prochaines années après une période de « difficultés ».

### Pillages

Tandis que le président s'adressait à la nation, les scènes de pillage se poursuivaient dans tout le pays sous le regard impuissant des patrouilles de l'armée et de la police manifestement débordées par la situation et qui semblaient avoir renoncé à rétablir l'ordre.

Comme la veille, des groupes de jeunes et de ménagères continuaient de vider littéralement les magasins des plus modestes aux plus importants, emportant indifféremment les produits alimentaires, les réfrigérateurs, les jouets ou les téléviseurs sans être le moins du monde dissuadés par les tirs de balles en caoutchouc ou de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre dans les rares cas où celles-ci intervenaient.

Certaines maisons particulières ont également été l'objet de pillage de la part de ces groupes souvent venus des quartiers les plus pauvres de la capitale et des principales métropoles.

Alors que les carcasses de dizaines d'autobus et de voitures brûlés lundi et des vestiges de barricades fumaient encore, des blindés de l'armée circulaient dans les rues et des hélicoptères militaires survolaient Caracas. Des soldats, fusils en main, se tenaient en faction devant les principaux édifices officiels et les postes à essence.

Douze cadavres ont été transportés hier à la morgue de la police judiciaire de Caracas, portant à 50 le nombre des morts et à 500 celui des blessés, 40 heures après le déclenchement des émeutes, selon un décompte effectué par des journalistes sur place.

Aucun bilan officiel n'a été publié pour le moment. Une station de radio de Caracas, Radio Rumbos, estime que les émeutes ont peut-être fait « une centaine de morts » dans l'ensemble du pays où la police a fait usage de ses armes à feu.

Le ministère de l'Éducation a décrété la fermeture de tous les centres d'enseignement jusqu'à nouvel ordre alors que la Fédération des étudiants de l'Université nationale a lancé un appel à la grève générale.

## L'accord de Lac-Meech Des députés conservateurs du Québec s'inquiètent des réticences du Canada anglais

OTTAWA (PC) Plusieurs députés conservateurs du Québec s'inquiètent des réticences croissantes du Canada anglais à l'endroit de l'accord du lac Meech et certains disent se demander « si le Québec a encore une place dans la Confédération ».

### Gérin inquiet

Plus encore que l'échec de la rencontre fédérale-provinciale d'hier, c'est « l'effervescence du Canada anglais contre l'accord du lac Meech » qui inquiète le député conservateur François Gérin.

« Le mouvement est fort, commentait ce dernier, hier. Il dépasse les gouvernements du Nouveau-Brunswick et du Manitoba. »

« On sent les réticences monter », ajoutait-il, citant les propos d'autres leaders politiques, tels Sharon Carstairs au Manitoba, Clyde Wells à Terre-Neuve et plusieurs groupes de pression.

« Si l'accord du lac Meech est rejeté, c'est tout le Québec qui devra repenser son appartenance au Canada », affirmait, hier, M. Gérin, qualifiant toutefois d'« hypothétique » toute question relative à un virage « indépendantiste » des députés conservateurs.

« Nous n'allons pas quêter encore longtemps notre place dans la Confédération », disait hier, à l'issue du caucus national des conservateurs, un Benoit Bouchard visiblement las des atermoiements du Canada anglais.

Niant tenter de faire chanter le Canada anglais, le ministre des Transports a affirmé, hier, qu'advenant un rejet de l'accord du lac Meech, il devra « reconsidérer sa place à Ottawa ».

« Ce n'est pas une menace, a-t-il insisté, parlant en anglais. Mais le Canada anglais doit comprendre que l'accord du lac Meech est important. Ce n'est pas quelque chose qui peut être refusé en disant nous trouverons quelque chose d'autre. »

Deux provinces, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, refusent toujours d'adopter l'accord du lac Meech qui reconnaît le caractère « distinct » du Québec et élargit les pouvoirs des provinces en regard du sénat et des programmes nationaux.

Pour être valide, l'accord doit être ratifié par toutes les législatures provinciales d'ici seize mois.

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 28 février  
2-2-3  
1-8-5-0

## LE 31 POUR L'HOMME



► en popeline froissée, pur coton...

► bordures-contraste, liséré suède...

### NOTRE IMPER AGENT-DOUBLE

le double boutonnage multiplié par trois ponctue la forme plus ample, plus carrée de cet imper à large col tailleur et bavolet plus court... des surpiqures dessinent une épaulette plus basse accentuant la nouvelle carrure plus volumineuse de l'épaule, poches-fente boutonnées à découpe fantaisie, couleur de sable, p.m.g. 240,00

### LE PULL GRAND-ÉCUSSON

jeu de matières, jeu de mailles... caoutchouc sur toile de nylon, broderie de fil satin et suède, tricot de côtes ultra-fines avec côtes espacées sur les manches... les poignets et la bande de taille en contraste, l'épaule tombante lisérée de suède... c'est la version printemps du pull écusson, en couleurs d'épices, p.m.g.tg. 90,00 avec pantalon en toile de coton coordonné 75,00

la maison



simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

Commission des écoles catholiques de Québec

# Nouvelle escalade dans la « guerre des écoles »

Nouvelle escalade dans la « guerre des écoles » à la Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ) : le comité d'école Louis-Jolliet vient de s'adresser au ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, lui demandant de suspendre la décision prise par le Conseil des commissaires concernant la transformation de cette école secondaire en centre de formation des adultes.

par VINCENT CLICHE  
LE SOLEIL

Le comité d'école veut également que le ministre soumette à l'expertise de ses fonctionnaires tout le dossier de la réorganisation des services éducatifs du secondaire à la CECQ.

Enfin, le comité d'école demande à M. Ryan de désigner un enquêteur ou un médiateur pour, entre autres, déterminer si la CECQ

a procédé en conformité avec les lois, réglementations et règles de bonne pratique et si elle a agi avec la rigueur, le discernement, l'attention et la compétence requis dans ce dossier.

La requête du comité d'école est parvenue au ministère de l'Éducation, hier, et, en fin d'après-midi, le cabinet de M. Ryan nous faisait savoir que le ministre en prendrait connaissance aujourd'hui.

Un porte-parole nous a précisé

que le ministre ne prend jamais à la légère une décision de nommer un enquêteur, puisqu'il s'agit là d'une mesure exceptionnelle gelant les pouvoirs de la commission scolaire.

Une vérification au niveau administratif devrait donc avoir lieu avant que le ministre Ryan ne prenne une décision.

### La « guerre des écoles »

Ces demandes du comité d'école Louis-Jolliet constituent donc un pas de plus dans la « guerre des écoles secondaires » à la CECQ.

On se souviendra qu'à une réunion spéciale, le 20 février, les commissaires avaient décidé, dans une forte majorité, de con-

server à l'école Jean-de-Brebeuf, dans Limoilou, sa vocation de formation générale, et de l'enlever à l'école Louis-Jolliet qui devenait ainsi l'unique centre d'éducation des adultes de la CECQ.

Cette décision avait pris tout le monde par surprise, parce que les derniers projets de la CECQ prévoyaient que ce serait Jean-de-Brebeuf qui changerait de vocation, conservant Louis-Jolliet comme institution d'enseignement général.

Dès jeudi dernier, l'agitation faisait son apparition à l'école Louis-Jolliet, les étudiants ayant décidé de débrayer pour conserver la vocation de leur école.

Des actes de vandalisme furent

même perpétrés à l'école Jean-de-Brebeuf dans la journée de vendredi.

Ce même jour, les étudiants de Louis-Jolliet décidaient de se mettre en grève illimitée. Cette semaine la situation est plus calme puisqu'on est en « semaine de relâche ».

### Graves accusations

Dans sa requête, le comité d'école Louis-Jolliet laisse planer de graves accusations contre la CECQ.

Ainsi, il affirme que les enjeux véritables du projet, d'ordre éducatif et financier, ont été subordonnés à des intérêts politiques et à des préoccupations secondaires.

Il semble, selon le comité d'é-

cole, que la CECQ a fait preuve de négligence dans ce dossier et va même jusqu'à avertir le ministre que la rentrée scolaire 1989-1990 peut être compromise, sans parler de la fin de la présente année scolaire.

Le comité d'école demande également à la CECQ de suspendre par elle-même sa décision et de prévoir des mécanismes de consultation des véritables intervenants, dont les élèves de Louis-Jolliet.

A ces derniers, le comité d'école demande enfin de suspendre toute manifestation, d'interdire et de condamner toute action physique visant à atteindre l'intégrité des personnes, biens et lieux dans le cours de leurs actions.



### Semaine de relâche

C'est semaine de relâche pour les étudiants. Pendant que plusieurs jeunes envahissent les pentes de ski, que d'autres restent sagement à la maison pour reprendre le temps perdu (travaux scolaires, lectures etc.), il y en a des centaines d'autres qui profitent de ces journées pour parfaire leur culture. Ainsi, un groupe de 500 jeunes, accompagnés d'amis et d'amies de la polyvalente Hyacinthe-Delorme, de Saint-Hyacinthe, ont visité le musée de la civilisation hier. Ces jeunes de 15 à 17 ans viennent de 12 pays différents dont le Costa-Rica, la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Ils sont au Québec dans le cadre du Festival des activités culturelles étudiantes (FACE), un programme d'échanges d'étudiants permettant de vivre des expériences culturelles enrichissantes.

## Est du Québec: l'objectif de la Croix-Rouge est de \$ 1,215,000

Rien n'est plus fragile qu'une vie. Et la Croix-Rouge l'a prouvé maintes fois en apportant son aide partout, depuis plus de 125 ans. En procédant hier au lancement de la campagne de souscription annuelle comme président pour l'Est du Québec, M. Paul Martin a fait appel à la générosité de chacun pour atteindre l'objectif de \$1,215,000, d'ici le 31 mars. Pour le Québec, la somme visée est de \$5,200,000.

par FRANÇOIS ROY  
LE SOLEIL

Aidé récemment par la Croix-Rouge, M. Henry Simms, père d'une famille de sept enfants dont la maison fut incendiée à Saint-David, en décembre, a livré un témoignage de reconnaissance tout à fait actuel.

En présence de Mme Maude Girard, présidente régionale de la

Croix-Rouge, de M. Bob Gainey joueur de hockey bien connu agissant comme porte-parole officiel de la campagne et de M. Jean-Claude Lavoie, de l'Association des courtiers en assurance du Québec qui commandite le dépliant « Prévention des accidents à la maison » et le film « Sauver une vie », le président de Paul Martin inc. a invité la population à adopter le slogan « Tu y crois, Aide-la! »

Quant aux entreprises, elles seront invitées à faire des dons corporatifs. Également, une compagnie d'importation de fruits offrira en vente par le biais des grandes chaînes d'alimentation, entre le 20 et le 24 mars, des oranges dont chaque douzaine vendue, représentera un don de \$0.06 à la Croix-Rouge. Ultramar Canada organisera quant à elle les 25 et 26 mars, un « week-end Croix-Rouge » avec \$0.01 par litre d'essence vendu à travers le Québec, versé à l'organisme.

Ne pas oublier ce soir, sur le réseau TVA à 19 h 30, une dramatique de 40 minutes « Sauver une vie », sur l'action de la Croix-Rouge et la prévention.



Pour marquer le début de la campagne de souscription de la Croix-Rouge, le président pour l'Est du Québec, M. Paul Martin, était épaulé par le robuste joueur de hockey Bob Gainey, porte-parole officiel de la levée de fonds 1989.

## Le peintre Jean-Paul Lemieux milite pour la sauvegarde de la chapelle Sous-le-Cap

Après le Conseil des monuments et sites et la fondation Bagatelle, le peintre Jean-Paul Lemieux s'est joint à une douzaine d'autres personnes ou organismes pour s'opposer à la conversion en condominiums de l'école Signay (appelée aussi chapelle Sous-le-Cap), au 480, boulevard Champlain.

par LOUIS-GUY LEMIEUX  
LE SOLEIL

Dans un télégramme adressé au ministre fédéral de l'Environnement et signé conjointement par MM. Jean Palardy et Marc-André Beauchemin, respectivement spécialiste des meubles anciens du Canada français et conseiller municipal du district Notre-Dame-de-la-Garde, le peintre Lemieux demande une « intervention de toute urgence » dans ce dossier.

Les signataires du télégramme disent craindre que le ministère des Affaires culturelles et la ville de Québec n'émettent d'ici quelques jours les per-

mis permettant la conversion en condos de l'immeuble historique.

Ils qualifient l'école Signay d'immeuble exceptionnel encore intégré (intérieur et extérieur) d'une grande importance architecturale et historique.

« Québec, dit le télégramme, fleuron du patrimoine mondial de l'UNESCO, doit empêcher un tel vandalisme. »

Rappelons que la compagnie Les Immeubles Dalhousie s'est récemment portée acquéreur de l'école Signay construite en 1841 d'après des plans de Thomas Baillargé et utilisée comme chapelle à partir de 1885.

Selon le président des Im-

meubles Dalhousie, M. François Brisson, sa compagnie compte y investir environ \$500,000 pour y construire huit condos dont les prix de vente se situeraient entre \$100,000 et \$130,000.

Deux citoyens de Québec, M. Herbert T. Schwarz et Mme Marie-Claude Prémont, sont partis en guerre contre ce projet commercial en invoquant des raisons de protection du patrimoine et d'intégrité architecturale.

Il ont demandé la semaine dernière que le dossier de l'école Signay soit débattu en audience publique devant la Commission des biens culturels.

Rejoint par téléphone hier, le président de la Commission des biens culturels, M. Cyrille Simard, a déclaré que son organisme étudiait actuellement l'admissibilité de la requête du couple Schwarz et Prémont et qu'elle prendrait une décision avant la fin de la semaine.

## L'hôpital de Rimouski tient aussi une semaine de relâche...

RIMOUSKI — Depuis lundi et jusqu'en fin de semaine prochaine, l'activité est au ralenti au Centre hospitalier régional de Rimouski.

par J-CLAUDE RIVARD  
LE SOLEIL

Une dépêche de l'administration a été diffusée à diverses reprises sur les ondes de la radio locale pour prévenir le public que les services internes et externes de la clinique sont fermés jusqu'au 6 mars.

Avec l'appui du conseil des médecins et des dentistes, la direction du CHRR a ainsi voulu profi-

ter de la « semaine de relâche » scolaire pour mettre en congé un certain nombre d'employés et profiter de l'occasion pour tenter de réduire de \$160,000 le déficit d'opérations appréhendé de \$729,000.

### Les syndicats contestent

La décision a été contestée par cinq syndicats d'employés, avec plainte formelle au Conseil sur les services essentiels, pour le motif qu'on ne garde pas en poste le

minimum de personnel habituellement requis en temps de conflit de travail. Les syndicats ont aussi argumenté que cette décision prive nombre de parents de la possibilité qui leur était jusqu'ici offerte de faire soigner des écoliers ou des étudiants malades pendant leur semaine de relâche. On soutient aussi que la décision de l'hôpital ne fait qu'alourdir une liste d'attente qui compte déjà plus d'un millier de noms. Les syndicats soutiennent aussi que du côté du bloc opératoire et des cliniques externes, l'activité coutumière est coupée de 80 à 90 %.

### L'administration rassure

De son côté, l'administration se fait rassurante. « La réduction de services n'est que de 15 %, dit-elle et toutes les personnes qui, sur avis de leur médecin, nécessitent un traitement d'urgence, seront soignées. »

Récemment appelée à commenter la situation qui prévaut à Rimouski comme en plusieurs autres hôpitaux, la ministre de la Santé Thérèse Lavoie-Roux s'est montrée agacée que l'on en soit contraint à une autre semaine de fermeture de services, après celle du congé de Noël et des vacances d'été. On lui assure que le minimum des services essentiels est rendumais elle doute de la bonne gestion des administrateurs lorsqu'ils doivent fermer des lits d'hôpitaux pour éponger les déficits.

syndical tourne autour de la flexibilité des heures de travail, des congés fériés, des vacances, des salaires et de l'introduction d'une structure salariale chez les cols bleus.

M. Fortin précise qu'un dernier blitz de négociations se déroulera jeudi soir. Il souligne que les 4,500 habitants de La Pocatière n'auront pas à s'inquiéter en cas d'un conflit de travail puisque les services essentiels seront assurés.

## Une grève générale illimitée pourrait affecter La Pocatière

LA POCATIÈRE - Une grève générale illimitée pourrait affecter, vendredi matin, les services municipaux de la ville de La Pocatière.

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

En effet, la douzaine de cols bleus et de cols blancs, sans contrat de travail depuis décembre 1987, déclencheront un arrêt de travail si aucune entente n'intervient d'ici là avec les autorités municipales.

Selon le conseiller syndical de la Fédération des employés des services publics (CSN), M. Richard Fortin, le litige patronal-



Les pois légers

Le carré, pois et fleurs 24 \$.

Le parapluie 40 \$.

VOIR P. A-9



# Mira part sa campagne de financement avec 2 labradors

Fidèle à sa vocation de soutien au non-voyants, la Fondation Mira a lancé sa campagne de financement sur une note joyeuse hier, en présentant les nouveaux compagnons de la Chicoutimienne Suzanne Tremblay et de la Thetfordoise Rose-Flore Bergeron.

par ISABELLE JINCHEREAU  
LE SOLEIL

Il s'agit de deux magnifiques chiens Labrador blonds, Patrouilleur 1 et Patrouilleur 2, qui suivront désormais pas à pas ces handicapés visuels, les rendant ainsi plus autonomes.

Aveugle depuis 13 ans, à la suite d'une tumeur, Suzanne Tremblay, âgée de 21 ans, poursuivra donc en toute quiétude ses études en enfance inadaptée à l'université du Québec à Montréal. Patrouilleur 2 l'accompagnera

aussi bien sur la rue qu'en classe. Quant à Mme Bergeron, une cinquagenaire, elle était emue en pensant à toutes les embûches que lui évitera son nouveau guide.

Depuis sa création en 1981, Mira a parrainé plus de 70 chiens-guides et s'appuie sur une équipe d'instructeurs et de bénévoles favorisant l'intégration sociale des handicapés. Elle veut assurer une production annuelle d'au moins 100 chiens-guides pour subvenir à la demande de sa clientèle.

L'organisme s'appuie sur la participation coutumière de 71 policiers du Québec-Metro pour re-

colter des fonds. Ces agents font partie de la GRC, de la Sûreté du Québec et des corps de Québec, Loretteville, Lévis, Lauzon, Charny, Beauport, Vanier, du Village Huron et des ports nationaux. C'est ainsi que le 18 mars prochain, entre 6 h et midi, aura lieu le 4e déjeuner-bénéfice des policiers de la région, au restaurant Marie-Antoinette du boulevard l'Ornière à Loretteville.

Les profits seront versés à la Fondation Mira. Depuis trois ans, les policiers organisent des tournois de ballon sur glace, de hockey-bottines et de balle-molle ainsi que des lav-o-ton, dans le cadre des activités de financement. Une fois par année, ils se transforment également en cuisiniers et serveurs d'un jour. Jusqu'à maintenant, ils ont réussi à amasser plus de \$20,000.



Deux handicapés visuels, Suzanne Tremblay et Rose-Flore Bergeron, accompagnés du policier Janvier Racine, ont présenté hier leurs chiens-guides.

# Accès-Bleuets demande son autoroute avant l'an 2000

L'entêtement du ministre des Transports à faire passer les priorités de son ministère et ceux des intervenants sociaux-économiques du Saguenay-Lac-Saint-Jean avant le projet de l'autoroute du parc des Laurentides n'arrêtera pas les membres du comité Accès-bleuets.

par ISABELLE JINCHEREAU  
LE SOLEIL

Plutôt que d'attendre l'an 2000 avant de circuler sur une route 175 à quatre voies, le président du mouvement, Gilles Paquet, préfère lancer toute une série de moyens de pression contre le gouvernement pour que le seul lien terrestre entre Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean soit élargi d'ici 1995.

Les 2.300 membres du regroupement formé il y a 15 jours sont prêts à expédier des cercueils à l'Assemblée nationale pour rappeler à M. Marc-Yvan Côté qu'une soixantaine d'automobilistes ont déjà perdu la vie en dix ans de traversée du parc et que leur région a payé cher cette coupure brutale avec le reste de la province. Et au lieu de bloquer la 175, ils songent à envahir certaines routes du comté de M. Côté. En attendant la visite du ministre, une pétition circule.

« Nous savons que le projet d'autoroute évalué sommairement à \$200 millions se réalisera par étape. Ce que nous voulons, c'est la manifestation d'une volonté politique claire d'élargir la 175 à quatre voies entre Québec et le Saguenay et d'améliorer la route 169, qui mène au Lac-Saint-Jean », explique M. Paquet.

Ce n'est d'ailleurs pas une « vraie autoroute » que les « Bleuets » réclament mais une route à quatre voies, sans emprise de 90 mètres, sans terre-plein ni viaducs. Dans certains secteurs de 200 kilomètres de la 173, il y a déjà trois voies.

Le ministre a déclaré, hier, que son ministère investirait d'abord \$36 millions cette année pour corriger l'actuel boulevard Talbot, entre Québec et Chicoutimi et il veut réaménager le sanguinaire tronçon Stoneham-Charlesbourg, en privilégiant deux nouvelles voies sans accès.

« M. Côté a laissé entendre que le gouvernement pourrait trancher la question de l'autoroute. Il n'est donc pas seul dans le dossier. On a confiance dans le caucus du parti libéral et dans la décision finale qui sera prise par M. Bourassa », dit M. Paquet.

De son côté, l'animateur radio-phonique Jacques Cayer, l'un des piliers du mouvement, a laissé entendre à Radio-Canada hier soir que les Jeannois embarquaient de plus en plus dans le projet des Saguenéens et que des rencontres se tenaient cette semaine à Roberval, Saint-Félicien, ville La Baie, Dolbeau et Alma, pour publiciser Accès-Bleuets. Il a aussi admis que les échanges avec M. Côté, qui lance des chiffres en l'air, sans étude, avait une connotation politique inévitable, avec quatre comités péquistes ceinturant le Saguenay.

# Beauport lance son magazine d'information municipale

En lançant hier son nouveau magazine d'information municipale, « Le Beauportois », la ville de Beauport a décidé de modifier sa manière d'informer les citoyens en créant trois organes d'information distincts.

par YVES THERRIEN  
LE SOLEIL

« La sortie du nouveau magazine s'inscrit dans une série de moyens mis de l'avant pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'information transmise aux citoyens », a expliqué le conseiller Jacques Rochette en conférence de presse.

Ainsi, « Le Beauportois », distribué gratuitement dans tous les foyers et publié trois fois par année, sera consacré à différents dossiers et articles de fond. Le premier numéro porte sur l'essor économique de la municipalité. Le prochain numéro, en juin, traitera de la culture.

« L'Info-Beauport », le deuxième moyen de communication avec les citoyens qui contient des informations de services, sera quant à lui publié une fois par mois à l'intérieur de l'hebdomadaire local « Beauport Express ». La programmation du service des loisirs paraîtra quant à elle dans une publication à part, trois fois l'an, dans un nouveau format.

Selon M. Yves Marchand, directeur des communications de la ville de Beauport, la municipalité se donne une nouvelle image et établit les distinctions nécessaires entre trois types de messages à la population. De plus, la municipalité économise \$6,000 grâce aux changements effectués.

# Le ministre Yves Séguin remet \$5,000 à la Fondation de recherche sur l'hypertension

Le ministre du Travail et du Revenu et président d'honneur de la Fondation de recherche sur l'hypertension, M. Yves Séguin, a remis hier un chèque de \$5,000 au Dr Yves Lacourcière, directeur de l'unité de recherche et de la clinique d'hypertension du CHUL, pour supporter les recherches déjà entreprises contre cette maladie

sur l'antihypertenseur idéal.

Il a également souligné que d'ici quelques semaines, débutera un nouveau projet de recherche portant sur l'exercice et l'hypertension. Ce projet vise à comprendre l'effet bénéfique de l'exercice physique régulier dans le traitement de l'hypertension.

La clinique d'hypertension du CHUL, poursuit le Dr Lacourcière, qui est une des plus importantes au Canada, vise également le dépistage et le traitement des patients hypertendus.

Le fonctionnement de la clinique est financé intégralement par des subventions de recherche, mais ces subventions ne permettent pas à la clinique d'atteindre certains objectifs majeurs, dit le Dr Lacourcière, et c'est pour pallier cette lacune que fut créée la Fondation de recherche sur l'hypertension.

En faisant la remise du chèque à l'occasion d'une conférence de presse tenue au ministère du Revenu, le ministre Séguin a exprimé l'espoir que des entreprises et des citoyens imiteront ce geste, afin de permettre à la nouvelle fondation de prendre son envol.

L'hypertension artérielle, a précisé à cette occasion le Dr Lacourcière, est probablement le problème de santé le plus important en Amérique du Nord, puisque 20% de la population adulte en est atteinte, et que c'est un des facteurs de risque prédominants dans le dévelop-

pement de l'athérosclérose.

Non seulement la cause de l'hypertension demeure inconnue, dit-il, mais la plupart des personnes qui en sont atteintes ne manifestent aucun symptôme. De là l'importance de recherches intensives, dit le médecin, afin de comprendre les mécanismes de l'hypertension.

Parlant des différents projets de recherche entrepris au CHUL, le Dr Lacourcière a notamment fait état du monitoring ambulatoire de la tension artérielle, de la recherche sur l'hypertension légère, le diabète et l'hypertension, le cholestérol et l'hypertension et la recherche

# GRANDE FOIRE DES

# camps de vacances

Souvenir de mon camp avec mon ami Jean

**Du 1<sup>er</sup> au 4 mars prochain, l'Association des camps du Québec rallie ses troupes à Place Laurier. Plus d'une quinzaine d'exposants y ont établi leur campement afin de vous faire partager l'ambiance vivifiante des camps de vacances.**

**Jeux coopératifs, Minus le petit lutin, les Marchands de rêves de même que le Club des petits débrouillards sont de la foire pour le grand plaisir de tous.**

**Plusieurs séances d'information sont à l'horaire et le personnel des camps répond à toutes les questions des parents désireux d'envoyer leurs enfants en camp de vacances.**

**Alors, n'oubliez pas! A partir d'aujourd'hui jusqu'au 4 mars prochain, le point de ralliement pour bien préparer ses vacances, c'est Place Laurier!**

## Place LAURIER

**immensément sympathique!**

**LE SOLEIL**  
**ABONNEMENT 647-3333**  
 Extérieur: numéro sans frais  
 1-800-463-2362  
 Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30  
 Samedi et dimanche: 8h à 12h

**ALLIANCES**  
 Rabais de **40%**  
**Landry-Jacot**  
DIAMANTAIRES  
 738, Mail Centre-Ville, Québec

**F.S.P.**  
**FRANCINE**  
**ST-PIERRE inc.**

**SERVICES SPÉCIALISÉS EN BUREAUTIQUE**

- Placement de personnel
- Formation sur divers logiciels
- Programmation
- Production de textes

**Début des cours (jour, soir) toutes les semaines**  
**Pour renseignements, veuillez contacter:**  
**Fabienne Pleau**  
**628-9851**

## À l'Hôtel-Dieu de Lévis

## Un laser YAG pour l'ophtalmologie

LÉVIS - Le département d'ophtalmologie de l'Hôtel-Dieu de Lévis vient de se doter d'un laser au YAG pour soigner le glaucome et l'opacification du cristallin. Sur la Rive-Sud, de Thetford Mines à Rimouski, le centre hospitalier lévisien devient le seul établissement du réseau de la santé à posséder cet équipement médical qui coûte \$80.000.

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

Parce que le ministère de la Santé et des Services sociaux n'accorde plus de budget de développement aux hôpitaux de la province, ces derniers doivent recourir aux contributions publiques et privées pour se tenir à la fine pointe de la technologie et offrir les meilleurs services à sa clientèle.

Dans le cas actuel, la Fondation

de l'Hôtel-Dieu de Lévis et l'Association des auxiliaires bénévoles ont joué le rôle de pourvoyeur de fonds pour l'acquisition du laser YAG. Les deux organismes ont respectivement versé \$40.000.

La présidente de l'Association des auxiliaires bénévoles, M. Claudette Breton, a souligné que les billets verts amassés provenaient des profits réalisés par la Boutique Sourire, un petit magasin de cadeaux situé au rez-de-

rappele qu'en plus de reconforter les bénéficiaires, la mission des auxiliaires bénévoles était d'aider l'hôpital à se doter d'un appareillage médical à l'avant-garde.

Quant à la Fondation de l'Hôtel-Dieu, elle a puisé dans son capital, évalué présentement à \$450.000, pour ce projet. « Sans le laser YAG, l'Hôtel-Dieu de Lévis affichait un retard technologique important, ce qui l'empêchait de fournir des soins optimaux », a déclaré Mme Denise Belanger,

présidente de la Fondation.

Selon Mme Francine Guay, médecin et chef du département d'ophtalmologie, l'acquisition du laser YAG devrait permettre annuellement à environ 700 patients d'éviter de passer sous le bistouri. « Il s'agit d'un traitement de très courte durée qui est effectué à la clinique externe. Après le traitement, le patient est gardé sous observation pendant une heure, puis il peut retourner à la maison », explique Mme Guay.

## L'enquête de Robert Marin est reportée au 12 avril

MATANE — La cour du Québec, juridiction criminelle, a fixé au 12 avril la tenue de l'enquête préliminaire de M. Robert Marin, 49 ans, accusé du meurtre de sa compagne, Mme Cécile Larrivée, 59 ans.

Le drame est survenu au domicile du couple, à Saint-Moise, dimanche soir, alors que la femme aurait été atteinte à la tête de la décharge d'un fusil de calibre .12. Une dispute serait à l'origine du tragique incident. Les deux enfants de la victime dormaient alors à l'étage supérieur.

Le drame a semé la consternation dans cette paisible municipalité de la Vallée de la Matapédia, ou, selon le témoignage de voisins, les deux personnes jouissaient d'une réputation de citoyens rangés et distingués.

## Collision fatale

Richard Auger, 29 ans, de Sainte-Croix-de-Lotbinière, a perdu la vie, lundi après-midi, lorsque sa voiture a percuté un camion sur la route du village, dans la même localité.



Alain

## BOUCHARD

## Le purin de porc

Pierre Lacroix nous parle. Sans arrêt. Des heures et des heures.

Écoutez-le quelques minutes.

« On me demande souvent si Dieu est d'accord avec le mal. Je leur dis : remerciez Dieu pour tout ce qui vous arrive. C'est l'homme qui fait le mal; c'est une conséquence du péché d'Adam. C'est finalement avec la permission de Dieu que ce mal subsiste, dans le monde. Mais il est toujours assujéti à sa volonté. Le mal ne peut nous arriver sans qu'il soit permis par Dieu.

(...) Toutes nos désillusions sont conséquence du péché. Si nous allons à Jésus, nos péchés sont transformés en bénédiction. Il les transforme. Le serviteur humilié mais triomphant. Il y eut épreuve. Oui, il y eut humiliation. Mais à la fin, quel bonheur! Quelle joie! Quelle gratitude! Gratuite du salut. La souffrance, la désillusion sont des grâces autorisées pour les chrétiens, pour une terre nouvelle, terre promise. La puissance victorieuse qui conquiert le monde, c'est la foi. La foi veut dire : je sais que Dieu va gagner. Dieu ne peut autoriser le mal à nous vaincre, si nous croyons en lui. Si nous remercions Dieu à travers nos situations difficiles, toute tragédie sera transformée en bénédiction par la main de Dieu.

Comment vous dire? Ah! Un tout petit exemple : le purin de porc. C'est nocif, ça pollue les rivières, ça cause d'énormes embarras aux agriculteurs. Quelqu'un a maintenant inventé un système qui peut transformer le purin en énergie capable de chauffer toute la porcherie. Quelque chose de très nocif devient un plus.

(...) FACE À DE FAUSSES ACCUSATIONS, PEU IMPORTE, QUAND ÇA VA MAL DANS LA VIE, L'ESTIME DE SOI EN PREND TOUT UN COUP. ON NOUS POINTE DU DOIGT. ON NOUS REJETTE. IL FAUT DIRE MERCI À DIEU. LUI DIRE : SI T'AS AUTORISÉ CES ÉVÉNEMENTS, C'EST QUE TU AS UN PLAN CACHE, T'AS UN CADEAU DERRIÈRE. JE SAIS QUE TU TRANSFORMES TOUT.

Je t'invite à baisser ta tête et à fermer tes yeux. On va finir ce côté de cassette en priant. Père éternel... Baisse ta tête! Ferme tes yeux, mon ami!

C'est la cassette numéro 14. Elle s'intitule Comment réagir aux désillusions de la vie? Il y en a 14 autres du genre, à \$5 l'unité, ou Pierre Lacroix s'adresse à nous. Elles sont en vente à la Cité du Père. Rien, donc, de plus public. Écoutez l'évangéliste encore quelques instants, sur le côté B de la 14.

## La grande chaîne humaine

« Tout ce que j'ai pu vivre comme drames m'a donné le cadeau de la désillusion positive.

(...) Les gens qui nous font du mal, qui nous brutalisent le cœur ne peuvent pas nous voler notre relation à Dieu. Bien au contraire... Si Dieu est pour nous, qui peut être contre nous.

(...) La désillusion nous fait faire des choix importants. Il faut remercier Dieu pour les dépressions. La souffrance peut devenir notre alliée. Dieu ne laisse jamais ses enfants couler sous le mal. On n'a pas un Dieu qui stalle. On a un Dieu stable.

(...) Baisse ta tête, ferme tes yeux. Et remercie le Seigneur pour toutes tes désillusions.

On vend aussi des posters, des bibles, des t-shirts, des macarons. Et beaucoup, par le temps qui court, si j'ai bien interprété ce que j'ai vu, hier avant-midi, dans le coin arrière droit de l'ancienne salle de danse.

Même si personne ne nous l'avait déjà dit, on devine tout de suite que c'est une ancienne salle de danse, la Cité du Père. A cause de sa forme d'abord : pas très haute et au moins deux fois plus longue que large. De son revêtement extérieur bleu pâle, type tôle gaufree ou fibre de verre ondulé. De son plancher intérieur. Enfin, d'un p'tit je ne sais trop quoi d'atmosphère qui nous dit que ce lieu-là doit nécessairement servir à se faire nouer la grande chaîne humaine.

Donc, la salle de danse devenue église, dans la rue Saint-Clément, à Beauport. Au moment où tellement d'églises deviennent hôtels, condominiums et... peut-être même salles de danse, faudrait aller y voir de plus près.

La Cité du Père a dit : 72 heures de prières pour nos âmes en général et celle de Pierre Lacroix en particulier. Il s'y trouve du monde jour et nuit. Peut-être pas beaucoup, d'abord. Mais il ne faudrait pas que ça dépasse 72 heures. J'ai l'impression qu'il pourrait y avoir « empilage », avec le beau temps qui s'amène, si, par exemple, on décidait d'étirer jusqu'au week-end.

Des chaises en plastique orange. Peut-être 300, peut-être 400. Un autel en avant. Avec l'ostensoir et l'hostie à l'intérieur. Des fleurs ici et là. Des vraies et des fausses. Beaucoup de micros et de haut-parleurs silencieux. Plein de réflecteurs éteints. La pénombre. Le silence.

Une trentaine de personnes, quand j'y suis allé, hier avant-midi.

Des gens entrent et font la génuflexion simple. D'autres se prosternent à deux genoux. Moi, j'étais malhabile comme d'habitude dans ces cas-là. Mais je vais peut-être vous décevoir : j'étais bien. Comme je le suis, chaque fois que je me retrouve dans un silence de groupe ou de foule. Le silence individuel est déjà très confortable. On dirait que le silence collectif quintuple, décuple le confort. Une autre facette de la loi du nombre...

Si je dis : je vais peut-être vous décevoir, c'est que dans votre fort intérieur, ou même publiquement, vous avez peut-être envie de rire de ce genre de rituel, et que vous aimeriez que j'en rie avec vous.

Mais non. Ce silence m'apaise.

Il me repose des cassettes...

## ■ Appel à la bombe

Un Dash 8 d'Air Ontario, qui venait de décoller de Québec en direction de Halifax, a dû rebrousser chemin vers 21h30 hier, à la suite d'un appel à la bombe. L'appareil, qui transportait trois membres d'équipage et deux passagers, avait pris du cargo au bâtiment d'Air Canada, là où l'appel anonyme fut logé. Une fois atterri, l'appareil fut fouillé par la police, de même que les bagages mais aucun colis suspect n'a été retrouvé.

## ■ Réparations de route

TROIS-PISTOLES — Le conseil municipal de Trois-Pistoles a adopté, lundi, une résolution demandant aux gouvernements provincial et fédéral de réparer le plus tôt possible les routes 293 et 232. On signale, par exemple, que la route 293 qui relie Trois-Pistoles à Saint-Jean-de-Dieu n'a pas été l'objet de travaux majeurs de réfection depuis 35 ans. Le conseil du maire Jean-Marc D'Amours précise cependant que ces demandes ne doivent pas être considérées comme une remise en cause du projet de prolongement de l'autoroute Jean-Lesage vers Rimouski. Trois-Pistoles approuve le tracé récemment proposé par la société Marsan, comme d'ailleurs toutes les municipalités de la MRC.

**Simone Paris**  
LE PRÊT-À-RAVIR

La boutique Simone Paris présente son  
**DEFILÉ DE MODE PRINTEMPS-ÉTÉ 89**  
au profit de la Fondation canadienne  
de la fibrose kystique.  
Le mardi 14 mars, à 20 heures,  
à la Salle de bal du Château Frontenac.  
Pour réservation: tél.: 656-1902

Promotion spéciale  
jusqu'au 8 mars  
**15%**  
de rabais sur nos  
tailleurs et impers

2646, chemin Ste-Foy, Ste-Foy.  
(près de l'Hôpital Laval)  
**656-1902**

**VITAMINES**  
Shaklee  
en harmonie avec la nature et la santé

Aimée et Roland Gauvin  
QUÉBEC **527-1955**

**MOULES • FRITES • BIÈRES**

**MOSS**  
MOULERIE

**9.95**  
7 JOURS / 7 JOURS

**5.95\$**  
DE MIDI À 19 HRES  
casserole de moules et portion de frites

255, SAINT-PAUL 692-0233  
• LE SPÉCIALISTE DE LA MOULE •

Madame,  
Il me fait plaisir de vous inviter à venir admirer ma nouvelle collection printemps-été 89. J'ai hâte de vous présenter mes nouveautés aussi élégantes que fascinantes (tailles 4 à 20 ans). Profitez de votre visite pour rafler les dernières bonnes occasions de la saison hiver, offertes à rabais de 60 à 70%.

Je vous attends.

**MANNEQUIN**  
PLACE QUÉBEC  
(en bas du Hilton)

**Kyoto**  
GRILLADES À LA JAPONAISE

**SOUPER ANNIVERSAIRE GRATUIT**

Venez célébrer un anniversaire de naissance au Kyoto en groupe de quatre personnes ou plus et nous offrons **GRATUITEMENT** au jubilaire une combinaison de surlonge hibachi et poulet teriyaki (incluant soupe, salade, légumes, hors-d'œuvre de crevettes et thé).

560, Grande-Allée Est **529-6141**  
(face à l'Hôtel le Concordé)

Valable du 1er mars au 31 mars 1989  
Taxe, breuvage et pourboires non compris. Pièce d'identité exigée comme preuve d'anniversaire.

**LE SOLEIL**  
ABONNEMENT  
**647-3333**  
Extérieur: numéro sans frais  
1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30  
Samedi et dimanche: 8h à 12h

## NE MANQUEZ PAS!

Les **3 JOURS**  
de la **MARIÉE**  
les 2, 3, 4 mars

Sur place des représentants  
des plus grandes  
entreprises spécialisées

en coutellerie,  
vaisselle,  
verrerie

vous conseillerons  
sur la préparation  
d'une liste de cadeaux  
de MARIAGE

*Laissez-nous*  
la DATE  
de votre MARIAGE  
et courez  
la chance de GAGNER  
de magnifiques PRIX

Aucune obligation  
de votre part

boutique  
**Pierre Robitaille**

653-7260

**PLACE STE-FOY**

## Démantèlement du réseau ferroviaire

# Garon réclame un moratoire de cinq ans

Le critique de l'Opposition péquiste en matière de transports, M. Jean Garon, presse le ministre Marc-Yvan Côté et le premier ministre Robert Bourassa d'obtenir du gouvernement fédéral un moratoire de cinq ans sur le démantèlement du réseau ferroviaire québécois.

par JACQUES DUMAIS  
LE SOLEIL

Au début du mois, l'Office national des transports autorisait le Canadien National à fermer sa ligne commerciale entre Charny et Richmond. Sideré par une telle décision, le député de Lévis a expliqué, hier, que ce moratoire s'impose dans la mesure où l'équilibre de l'économie régionale, des modes de transports et du réseau routier du Québec est remis en cause par des demandes d'abandon rapide de plus de 1.000 autres kilomètres de voies ferrées dans la province.

M. Garon est convaincu que s'il y a de plus en plus de « rouliers » sur les routes du Québec, c'est que les trains routiers prennent entièrement la relève du transport ferroviaire pourtant mieux approprié pour véhiculer de lourdes charges. Comme la majorité des routes du Québec sont déjà dans un état pitoyable, dit-il, la situa-

tion ne peut qu'empirer et grever le trésor public.

M. Garon qualifie le ministre Côté de « tigre de papier » et M. Bourassa de « mou » dans ce dossier fédéral-provincial qui, malgré la présence de leur « ami » Benoit Bouchard, continue de désavantager le Québec par rapport à l'Est et à l'Ouest canadien. Il rappelle que pour pallier l'abandon de 1.169 km de lignes, Ottawa a conclu une entente de \$800 millions ou sa part est de \$700 millions. Quant au réseau ferroviaire de l'ouest, le fédéral le protège jusqu'à l'an 2.000 et dédommage même les compagnies pour les pertes encourues dans l'exploitation de leurs lignes non rentables.

Le député de Lévis est d'opinion que l'achat des lignes abandonnées par le secteur privé québécois, comme l'a suggéré le ministre Côté, est une solution « cavalière » car elle refile la responsabilité financière du démantèlement du réseau ferroviaire à des petites entreprises non spécialisées dans ce domaine et qui

n'ont souvent pas le choix d'utiliser le train pour expédier leurs produits.

Le moratoire que réclame M. Garon n'a, selon lui, rien de révolutionnaire, la loi fédérale (C-18) sur les transports permettant à Ottawa de reporter, pour une période maximale de cinq ans, les décisions d'abandonner des lignes de chemin de fer. Le ministre Be-

noit Bouchard avait, en octobre dernier, écarté toute idée d'un moratoire en priant plutôt l'Office national des transports de réaliser une étude à laquelle étaient conviées les provinces.

M. Garon souligne que M. Côté fait preuve d'une « naïveté puérile » en préparant un plan pour un réseau ferroviaire de base au Québec car lorsque ce plan aura

été complété, plusieurs lignes auront déjà disparu.

La semaine dernière, lors du caucus libéral de Victoriaville, le ministre Côté précisait devant la presse régionale que le plan du Québec sera complété dans un mois et qu'il rencontrera son homologue fédéral, le 6 mars, pour le mieux sensibiliser aux besoins du Québec en matière de transport ferroviaire.



Jean GARON

## Ouverture des magasins le dimanche

# Le Bas-St-Laurent veut s'opposer avec éclat

RIMOUSKI — La coalition régionale du Bas-Saint-Laurent contre l'ouverture des magasins le dimanche promet des gestes d'éclat pour les prochaines semaines.

par J-CLAUDE RIVARD  
LE SOLEIL

Après avoir prié, la semaine dernière, le caucus des députés libéraux de l'Est de prendre publiquement position sur la question, elle poursuit actuellement sa campagne de mobilisation populaire en faisant notamment signer une pétition qui contient déjà des millis

de noms.

La coalition du Bas-Saint-Laurent, l'un des 18 organismes régionaux qui supportent l'action d'une coalition nationale, au plan provincial, dit avoir reçu l'appui de presque tous les intervenants du milieu.

L'organisme prétend parler au nom de presque toutes les associations et de tous les marchands,

sauf en ce qui concerne la chaîne « Provigo » dans le domaine de l'alimentation et du groupe « Jean Coutu », du côté des pharmacies. Elle dit aussi parler au nom de la plupart des salariés, aussi bien ceux de la CSN, que de la FTQ et de la CEQ, selon son porte-parole, M. Yves Lévesque.

La coalition régionale dit avoir aussi reçu, — mais pour des motifs exclusivement religieux — l'appui moral de l'Archevêché de Rimouski. Si ce n'eût été de la tournée de confirmations en cours

dans les paroisses du diocèse, Mgr Gilles Ouellet aurait lui-même participé à la conférence de presse convoquée hier par l'organisme, a déclaré M. Lévesque.

### De Rivière-du-Loup à Matane

M. Yves Lévesque a confirmé qu'un solide mouvement de résistance à l'ouverture des magasins le dimanche existe de Rivière-du-Loup à Matane.

Dans la région de Matane, le mouvement se cristallise autour des associations de marchands, de la SIDAC et des « Galeries du Vieux Port ».

À Rimouski, il a originé au centre commercial « Le Carrefour » pour gagner ensuite « La Grande Place » et les autres secteurs commerciaux de la ville.

D'importants noyaux d'opposition à l'ouverture des magasins le dimanche sont aussi en train de se consolider à Trois-Pistoles et à Rivière-du-Loup. Les chapitres locaux des Chevaliers de Colomb et d'autres organismes du genre ne sont pas étrangers à la chose, a rapporté M. Lévesque.

### Une nécessité

Dans sa campagne de sensibilisation populaire, la coalition réclame la fermeture des magasins le dimanche sauf en de très rares exceptions, le respect de la « règle de quatre » employés dans le secteur alimentaire et l'application rigoureuse de la loi selon les recommandations du rapport Richard.

Ce rapport commandé par le gouvernement n'a retenu, comme seules exceptions possibles, que les services se rapportant à l'approvisionnement en biens essentiels (médicaments, essence, huile à chauffage, au dépannage primaire, à l'écoulement de biens décollant d'une production artisanale ou saisonnière, etc.)

Selon la coalition régionale, non seulement les consommateurs risquent-ils de devoir payer économiquement le prix de l'ouverture des magasins le dimanche, mais la qualité de la vie familiale, sociale, socio-culturelle et sportive sera elle-même attaquée.

## 2 aviateurs meurent à la Baie James

MONTREAL (PC) — Un pilote et un copilote de la compagnie d'aviation Transfert ont perdu la vie, hier matin, près de la centrale LG4, à la Baie James, lorsque le DC-3 dans lequel ils prenaient place a piqué du nez et s'est écrasé, peu de temps après le décollage.

Les deux hommes, dont l'identité n'a pas été révélée, travaillaient depuis un mois à l'aéroport de LG4, situé à 24 km de la centrale hydro-électrique. Ils livraient du carburant à quelque 150 km au nord de la centrale, en prévision des études préliminaires qui doivent commencer cet été sur le futur site du complexe La Grande Baleine.

Pour des raisons encore inconnues, le DC-3 s'est écrasé vers 6 h 30, peu après avoir décollé de la piste. Le pilote et le copilote sont décédés sur le coup. Aucune explosion ne s'est produite, même si l'avion transportait de l'essence.

La température ne serait pas à blâmer. Hier matin, le ciel était dégagé, la visibilité était très bonne, et les vents soufflaient à six km/h.

La compagnie Transfert, qui employait les deux hommes, est installée à Longue-Pointe de Mingan, à 185 km au nord de Sept-Îles. Les deux victimes étaient originaires de la Basse-Côte-Nord.

Des enquêteurs de Transport Canada ont été dépêchés sur les lieux, hier.

# LIQUIDATION

DÉBUTANT 23 FÉVRIER

## FIN DE SAISON

*tous nos meilleurs prix sont négociables!*

### SKIS ATOMIC

Modèles HV3, HV6  
BIONIC SL-RS

### KASTLE

RX12 MAGNESIUM  
RX12 SGM

35 PAIRES

309<sup>99</sup>

### BOTTES LANGE (87)

TII HEAT

TII RÉGULIER

TSI

26 PAIRES

229<sup>99</sup>

### SKIS HEAD RADIAL GS 87

(87) KASTLE NATIONAL GS  
(86) ATOMIC, HV6 RS  
ROSSIGNOL 3G KEVLAR (87)

20 PAIRES

149<sup>99</sup>

### BOTTES CABER (88)

• AZZURO  
• COMP SL

25 PAIRES

259<sup>99</sup>

### VÊTEMENTS 1 et 2 pièces (87-88)

• HASSEG  
• FRINIAS  
• BELFE  
• COLMAR

• SKILA  
• AZURE  
• KILLY  
• BAGNER

56 UNITÉS

99<sup>99</sup>

### VESTES

• AZURE • COLMAR • HASSEG  
• DESCENTE • SKISS • ELHO

52 UNITÉS

89<sup>99</sup>

### FIXATIONS

TYROLIA, CALGARY,  
SALOMON  
747

99<sup>99</sup>



**boom**  
SPORTS INC.

- 5830, boul. Pierre-Bertrand, Québec 628-5392
- 10505, boul. Ste-Anne, Ste-Anne-de-Baupré 827-5229
- Et pour la mode Place de la Cité 652-8820

# Malgré l'impasse dans laquelle se trouve l'accord de Lac-Meech Robert Bourassa est confiant que l'électorat lui restera fidèle

MONTREAL — Le premier ministre Robert Bourassa estime que l'impasse dans laquelle se trouve l'accord de Lac-Meech à la suite de la rencontre de lundi entre le premier ministre canadien Brian Mulroney et neuf de ses homologues provinciaux, ne devrait pas lui nuire lors des prochaines élections provinciales.

par JOHANNE LENNEVILLE  
de la Presse canadienne

Participant hier au lancement du quatrième téléthon de la Fondation Jean-Lapointe, M. Bourassa a laissé entendre que la population le jugera surtout sur la « performance exceptionnelle » de son gouvernement sur le plan économique et non uniquement sur la question de l'accord de Lac-Meech.

« J'ai confiance que la population va nous garder sa confiance. Quand le moment viendra, je serai très à l'aise pour faire valoir mon bilan à la population », a-t-il déclaré, refusant toujours de donner la date du déclenchement du scrutin.

Il a simplement lancé, en boutade, que son premier choix était l'automne 1989, sa deuxième option le printemps 1989, et en dernier lieu le printemps de 1990.

Mais pour l'instant, il n'est cependant pas question d'élections dans les prochaines semaines, a-t-il précisé.

Il a néanmoins convenu qu'il serait plus heureux si l'entente recevait l'appui des deux dernières provinces le plus tôt possible. M. Bourassa a prévenu de nouveau ses homologues provinciaux que les propositions qu'il a faites sont « très modérées » et qu'il serait surprenant qu'un autre premier ministre au Québec soumette un projet équivalent.

Mais selon lui, le fait que neuf des onze premiers ministres aient déjà accepté de ratifier l'accord, c'est déjà le plus important

pas en avant entrepris dans l'histoire du pays.

Les premiers ministres provinciaux ont décidé, lundi, de poursuivre les discussions sur l'accord de Lac-Meech lors d'une prochaine série de rencontres, dans l'espoir d'en arriver à une ratification finale qui devra avoir lieu au plus tard le 1er juin 1990.

Ottawa et les provinces se réuniront également en septembre pour discuter de la question constitutionnelle. Les chefs de gouvernement se verront aussi en novembre à l'occasion de la conférence annuelle sur l'économie.

## ATTENTION ... ATTENTION ...

### PISCINES TREVI A EU VENT QUE DU 1<sup>er</sup> au 12 MARS

-STOP- UNE VAGUE DE CHALEUR ENVELOPPERA TOUT LE QUÉBEC -STOP- DU MÊME COUP, NOTRE MÉTÉOROLOGISTE VOUS AVISE QUE NOS PRIX DE PISCINES CREUSÉES ET HORS-TERRE -STOP- BAINS TOURBILLON -STOP- MEUBLES DE PATIO -STOP- FONDENT À VUE D'OEIL -STOP- DE PLUS, CETTE CANICULE APPORTE DES:

## PRIMES-CADEAUX ...

... JUSQU'À CONCURRENCE D'UNE VALEUR DE **700\$** SELON VOTRE CHOIX DE:

- PISCINES CREUSÉES -STOP...
- PISCINES HORS-TERRE -STOP...
- BAINS TOURBILLON -STOP...
- MEUBLES DE PATIO -STOP...

VENEZ VOUS "AIGUISER" L'APPÉTIT POUR LES BELLES JOURNÉES D'ÉTÉ ET N'OUBLIEZ PAS:

## CET ÉTÉ C'EST TREVI!

**Heures d'ouverture**

Lun. au mer.: 10h à 18h Samedi: 9h à 17h  
Jeudi et ven.: 10h à 21h


• Plan mise de côté  
• Plan de financement

• Chèques acceptés  
• Cartes de crédit

**CARREFOUR PIERRE-BERTRAND**  
850, boul. Pierre-Bertrand, bureau 300, G1M 3K8  
682-9628





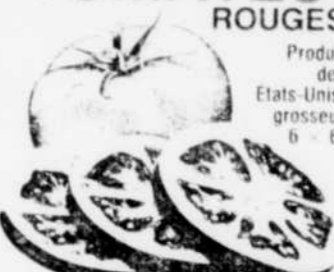







L'EXPÉRIENCE PAR EXCELLENCE



### CHOU-FLEUR

Produit Californic, grosseur #12, qualité supérieure


**97¢** chacun

 <p><b>SALADE EN POMME</b></p> <p>Produit Californic, qualité supérieure, grosseur #24</p> <p><b>77¢</b> chacune</p>	 <p><b>BROCOLI</b></p> <p>Produit des États-Unis, très gros, #14</p> <p><b>87¢</b> chacun</p>
 <p><b>TOMATES ROUGES</b></p> <p>Produit des États-Unis, grosseur b - b.</p> <p>préemballées <b>87¢</b> livre</p>	 <p><b>ÉPINARD</b></p> <p>Produit des États-Unis</p> <p><b>97¢</b> cello</p>
 <p><b>CLÉMENTINES</b></p> <p>Produit du Maroc</p> <p><b>77¢</b> livre</p>	 <p><b>POIRES BARTLETT</b></p> <p>Produit du Chili, "mûries à point"</p> <p><b>97¢</b> livre</p>
 <p><b>ORANGES SUNKIST</b></p> <p>Grosseur #138 "sans noyau"</p> <p><b>12 pour 1 37\$</b></p>	 <p><b>RAISINS ROUGES</b></p> <p>Produit du Chili "sans pépins"</p> <p><b>97¢</b> livre</p>
 <p><b>CHAMPIGNONS</b></p> <p>blancs, frais, Ontario</p> <p><b>1 17\$</b> chopine</p>	 <p><b>ANANAS</b></p> <p>"Del Monte", très gros, grosseur #10, mûris à point</p> <p><b>1 97\$</b> chacun</p>

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN

SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU 4 MARS 89

LA NATURE EN VILLE



**Le JARDIN MOBILE**

**FRAIS, FRAIS, FRAIS**

NEUFCHÂTEL 7000, boul. St-Jacques 418-842-3084	CHARLESBOURG 1547, boul. du Jardin 418-627-0344	SAINTE-FOY 3440, rue de la Paroisse 418-657-7717
NEUFCHÂTEL 1000, boul. St-Jacques 418-842-0909	LEVIS 1000, boul. Kennedy 418-835-5526	BEAUPORT 388, Ste-François 418-661-7997

# SUPER CARNAVAL

Quand on vous dit "...mais avant tout pour les prix", en voici la preuve!



## DÉTERGENT À LESSIVE

Sunlight, bte de 12 litres

5<sup>89</sup>

Plus propre que jamais

Limite de 2 par client  
Tant qu'il y en aura



## BROCOLI

De la Californie, grosseur 18

59<sup>¢</sup> / ch.



## LONGE DE PORC FRAIS

bout des côtes, env. 1.4 kg  
2.16/kg

98<sup>¢</sup> / lb

# SUPER CARNAVAL

Pour tout, mais avant tout pour les prix

Pas de vente aux marchands  
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les photos sont à titre indicatif seulement. Le texte prévaut en tout temps.

### HEURES D'OUVERTURE

Lundi au mercredi 9h00 à 18h00  
Jeudi et vendredi 8h30 à 21h00  
Samedi 8h30 à 17h00

PRIX GARANTIS DU LUNDI 27  
FÉVRIER AU SAMEDI 4 MARS 1989

BEAUPORT Carrefour Beauport NEUFCHÂTEL Carrefour Neufchâtel LÉVIS Place Carnaval

## Centre jeunesse de Tilly Les conclusions d'une enquête sont gardées sous secret

Le ministère de la Santé et des Services sociaux refuse de rendre publiques les conclusions et les recommandations d'une enquête qu'il a effectuée à la fin de 1987 sur l'administration du centre jeunesse de Tilly à Sainte-Foy.

par DAMIEN GAGNON  
LE SOLEIL

C'est le syndicat des employés du centre qui, en conférence de presse hier, a rendu public une partie du rapport portant sur trois exercices financiers, soit de 1984 à 1987.

On y apprend que les membres du conseil d'administration se sont payés, à même le budget de l'institution, des repas avec ou sans hébergement, des participations à divers tournois de golf et autres activités sociales pour un montant de \$9,148 en 1985-1986 et de \$6,583 en 1986-1987.

Le conseil d'administration a voté un voyage de perfectionnement d'une valeur de \$3,500 pour souligner le départ de M. Ronald Tellier à titre de conseiller. M. Tellier avait déjà occupé le poste de directeur général.

Avant son départ en 1987, le président du conseil d'administration, M. Denis Bourdeau s'est vu remettre par le conseil d'administration un vidéo d'une valeur de \$1,200 à même les fonds de l'institution.

On constate également que les procès-verbaux ne constituent qu'un pâle reflet des discussions et décisions du conseil puisqu'il n'est pas possible d'y relever les attendus qui motivent la décision. De plus, les résolutions du conseil d'administration sont très avaries sur les coûts qui sont générés par ces décisions.

### La vocation de Tilly

Le centre jeunesse de Tilly est un centre d'accueil qui héberge des adolescents de 14 à 18 ans. Ce centre, qui est sécuritaire, dessert la région 03. Il héberge environ 60

adolescents. On compte 120 employés et 27 cadres. Au cours des dix dernières années, le centre a connu de nombreux conflits et les employés ont réclamé à plusieurs reprises l'intervention du ministère de la Santé et des Services sociaux. En 1981 le centre est mis en tutelle.

À la fin de 1987, le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Réjean Cantin, ordonne la tenue d'une vérification de l'administration du centre. Devant le refus du ministère de rendre publics les résultats de cette enquête, un employé de l'institution, congédié à deux reprises, mais réinstallé dans ses fonctions, l'éducateur Marcel Deslauriers, s'adresse à la Commission d'accès à l'information. Il obtient un rapport élogieux.

Le chef du service de la documentation et responsable de l'accès aux documents du ministère, M. Yvon Papillon, invoque les arti-

cles 37, 39 et 41 qui ont rapport à la confidentialité pour refuser de remettre une version complète du document.

M. Deslauriers a décidé d'appeler de cette décision et la commissaire, Mme Carole Wallace, ordonne au ministère de communiquer tous les extraits du rapport en litige à l'exception, toutefois, de la conclusion. M. Deslauriers a décidé d'appeler de cette décision. La cause devrait être entendue en cour supérieure au cours du mois d'avril. Par ailleurs, selon les informations obtenues par Le Soleil, le ministère conteste également la décision du commissaire Wallace.

Le rapport de vérification fait également état de conflits d'intérêts. Ainsi, les membres du comité de vérification sont les mêmes personnes qui siègent à l'exécutif du conseil d'administration. C'est-à-dire, que le président du conseil d'administration et la vice-présidente, M. Fabien Cannonne et Mme Marie-Josée Brodeur sont également président et vice-présidente du comité de vérification.

## Quatrième téléthon de la Fondation Jean Lapointe

MONTREAL (d'après PC) — C'est avec le premier ministre Robert Bourassa à ses côtés que Jean Lapointe a annoncé, hier midi, la tenue du quatrième téléthon de la fondation qui porte son nom. L'humoriste animera cet événement qui aura lieu, le 19 mars, de 11 h à 23 h, sur les ondes de Télévision Quatre-Saisons.

Venu donner son appui à la cause

défendue par l'artiste fort connu qu'est Jean Lapointe, celle d'aider les victimes de la drogue et de l'alcool. M. Bourassa a bu son traditionnel verre de lait et échangé quelques boutades avec le comédien.

L'objectif financier du téléthon est de \$2 millions, cette année. L'an dernier, le téléthon avait permis de recueillir \$1.13 million. Le spectacle sera animé par Jean Lapointe, accompagné de 12 autres amateurs qui se succéderont d'heure en heure.

Toutes nos montures sont réduites de 50%

# 2 POUR 1

deux montures de lunettes pour le prix d'une

OU RABAIS DE 50%

sur toutes nos montures en montre

OPTOMETRISTE SUR PLACE  
SERVICE DE LABORATOIRE RAPIDE  
à l'achat de lunettes complètes.

Ophticien d'ordonnances

1307, chemin Sainte-Foy (face église St-Sacrement) 681-3578

Ne manquez pas dès aujourd'hui le mercredi 1er mars

# SOLDES 50% à 70%

LACOSTE Patagonia VUARNET FRANCE

Collection automne-hiver aussi  
Quelques ensembles de SKI pour enfants

INTER SPORT  
PLACE FLEUR DE LYS ENTRÉE 4

# Le premier ministre du Manitoba accusé d'être un opportuniste

OTTAWA (d'après PC) - Le député franco-ontarien Jean-Robert Gauthier a accusé le premier ministre manitobain Gary Filmon d'être un opportuniste politique.

M. Gauthier, également critique libéral en matière de langues officielles, s'est élevé contre le fait que M. Filmon prétexte la protection des minorités linguistiques pour refuser son appui à l'accord de Lac-Meech.

Le député d'Ottawa-Vanier, qui commentait hier après-midi l'échec de la rencontre des premiers ministres au sujet du dossier constitutionnel, a rappelé que M. Filmon s'était opposé à la reconnaissance des droits des Franco-Manitobains en 1983, alors qu'il était dans l'opposition.

M. Gauthier a soutenu que Gary Filmon n'avait aucune crédibilité en tant que protecteur des droits des minorités linguistiques, et que s'il rejetait l'accord de Lac-Meech, c'était en fait pour enregistrer des gains politiques.

Le gouvernement conservateur de M. Filmon est minoritaire, et fait face à une opposition libérale forte et particulièrement opposée à l'accord constitutionnel.

« Pour défendre sa position politique au Manitoba, il se sert de n'importe quel véhicule possible », a affirmé M. Gauthier.

Il a rappelé que M. Filmon s'é-

tait déjà prononcé en faveur de l'accord de Lac-Meech, mais qu'il avait fait marche arrière après que le gouvernement québécois ait adopté le projet de loi 178, confirmant l'affichage unilingue français au Québec.

« Il essaie de lier un amendement constitutionnel à une loi provinciale, mais la roche qu'il lance au Québec pourrait facilement lui être renvoyée », a déclaré M. Gauthier.

La critique libérale a soutenu qu'il ne fallait pas essayer de régler tous les problèmes constitutionnels avec l'accord de Lac-Meech. Il a affirmé qu'il fallait d'abord adopter cet accord, avant de passer à la question des minorités linguistiques et des autochtones.

Il s'est cependant dit optimiste. Selon lui, M. Filmon redeviendra un partisan de l'accord constitutionnel s'il parvient à être élu majoritaire aux prochaines élections manitobaines.



Pierre **CHAMPAGNE**

## L'art de « paqueter » des concours...

Dans l'hebdomadaire Info-Carrière du 11 février, on recherchait un directeur ou une directrice de la santé animale, cadre supérieur, classe II, \$60,607 à \$73,785. Info-Carrière est une publication gouvernementale consacrée aux offres de mutations et aux concours de promotion et de recrutement dans la fonction publique.

Le 11 février, on exigeait, pour devenir directrice ou directeur de la santé animale, d'être membre de la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec, 10 années d'expérience professionnelle ou d'encadrement dont 2 années dans un secteur d'activités connexe à l'emploi, et quatre années dans des activités d'encadrement.

Le 25 février, on relançait le concours, mais les critères d'admissibilité étaient amendés. Il ne fallait plus être vétérinaire. On demande maintenant un diplôme universitaire de premier cycle, n'importe lequel. On demande aussi dix années d'expérience ou d'encadrement comprenant deux années dans des activités d'encadrement de niveau équivalent à celui des cadres supérieurs, (oups! petit amendement subtil) en autant que ces années d'expérience n'aient pas été accumulées dans le même emploi (re-oups! deuxième petit amendement subtil).

Par ailleurs, on ouvrira bientôt un concours pour le poste de la santé animale de Saint-Hyacinthe.

Un informateur qui n'est pas anonyme, mais qui préfère conserver officiellement l'anonymat, m'a même donné, par écrit, le nom de deux hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui, non seulement s'inscriront à ces concours, mais, selon lui, les remporteront.

« C'est la raison pour laquelle on a changé les conditions d'admission », dit-il. Et il ajoute : « Ça sent le tripotage de concours ». L'un de ces deux fonctionnaires s'inscrira à un seul concours et l'autre s'inscrira aux deux; celui de Québec et celui de Saint-Hyacinthe lorsqu'il sera ouvert.

Si le ministre Michel Page veut en savoir plus long, il n'a qu'à me faire un signe. Je lui dirai tout, entre quatre yeux, durant un bon dîner. En attendant, je suivrai ce concours de très près et, lorsque les gagnants seront choisis, je vous ferai savoir si ce sont bien ceux dont je possède déjà les noms.

## Une bonne nouvelle... internationale

Une lectrice me reprochait, la semaine dernière, par téléphone, de ne rapporter que des mauvaises nouvelles dans cette chronique. Ce n'est pas tout à fait vrai puisque les nominations dont nous faisons état régulièrement sont, habituellement, des bonnes nouvelles. Je pense même que 90% des notules publiées dans cette chronique sont des bonnes nouvelles, même celles qui concernent le chef de cabinet du premier ministre, Mario Bertrand.

Mais pour lui faire plaisir, à cette lectrice, en voici une autre bonne nouvelle.

Le 27 janvier 89, les délégués syndicaux du ministère des Affaires internationales ont reçu la confirmation que le poste de conseiller du Québec à l'ambassade du Canada, à Abidjan, et le poste de conseiller économique à la délégation du Québec, à Mexico, ne seraient pas offerts aux employés du ministère des Affaires internationales, mais seraient plutôt comblés par du personnel contractuel.

Le syndicat estimait qu'en procédant à l'embauche de contractuels pour combler des postes réguliers, le ministère ne respectait pas ses engagements d'assurer à ses fonctionnaires un plan de carrière enrichissant et diversifié. Ils ont exigé une rencontre avec le sous-ministre Jean-Claude Villiard, la semaine dernière, ils ont rencontré le sous-ministre adjoint, Florian Rompre.

Résultats concrets : le poste de Mexico sera réservé aux professionnels du ministère et le poste d'Abidjan sera réévalué après le prochain sommet de Dakar. On songerait même à l'ouverture d'une véritable délégation du Québec à Abidjan, plutôt qu'à un bureau du Québec dans l'ambassade du Canada. En attendant, c'est le statu quo.

C'est pas une bonne nouvelle ça?

## Nomination « ministérielle »

L'ancien député libéral de la circonscription provinciale de Chauveau, de 1973 à 1976, Bernard Lachapelle, et ancien ministre responsable de l'Enseignement supérieur, de l'Office des professions et du Conseil du statut de la femme, commence aujourd'hui, le premier mars, son mandat de cinq ans comme président de la Commission des services électriques de la ville de Montréal.

De 1976 à 1978, M. Lachapelle fut conseiller-cadre au siège social de l'Université du Québec et professeur de « management » à l'UQAM. De 78 à 86, il était associé-directeur chez Charette, Fortier, Hawey & Touche, Ross et associés. Depuis mai 86, il était président de Uniglobe Voyages Royal inc. Agé de 57 ans, M. Lachapelle est détenteur d'une maîtrise en relations industrielles du Massachusetts Institute of Technology de Boston. De 63 à 72, il fut vice-président de l'exploitation et membre du conseil d'administration pour Catelli Itée.

## Pour joindre l'Union nationale

L'Union nationale n'est pas encore morte. Du moins pas tout à fait. Un conseil national devant regrouper une centaine de personnes est prévu pour le 19 mars, à 13 h 30, au 4126, rue Saint-Denis, à Montréal. Ceux qui désirent plus de renseignements peuvent joindre l'Union nationale à l'un des trois numéros de téléphone suivants :

- 514-982-0838 — Bureau de Montréal
- 514-251-1102 — Représentant officiel
- 418-849-0415 — Chef par intérim.

## Vérités et sourires

Le mot du jour est de Jean Rostand : « Nous serons aussi étonnés, plus tard, d'avoir eu des politiciens pour maîtres que nous le sommes aujourd'hui d'avoir eu jadis des barbiers pour chirurgiens ».

Vous pouvez me joindre, par téléphone, en composant le 644-4015, ou par la poste, en adressant le courrier à la tribune de la presse, 1050, rue Saint-Augustin, bureau 222, Québec, G1R-5A4.

## Transports La déréglementation est satisfaisante

OTTAWA (PC) — M. Keith Thompson s'est dit « généralement satisfait », hier, de la première année de déréglementation des transports au Canada.

Directeur de l'Office national des transports, M. Thompson a constaté, dans une interview, que « les forces du marché agissent ».

En vigueur depuis le 1er janvier 1988, la déréglementation laisse à la demande des entreprises, plutôt qu'aux fonctionnaires du gouvernement, le soin de déterminer les services de transports.

L'agence dirigée par M. Thompson sert d'arbitre en cas de litiges ne pouvant pas se régler par les forces du marché.

« Toutes les statistiques indiquent que cela fonctionne, a note M. Thompson. La congestion même des aéroports montre que cela fonctionne ».

Depuis la déréglementation, a-t-il souligné, les prix et le service sont meilleurs. Le ministère des Transports a fait savoir, à ce sujet, que seulement un voyageur aérien sur trois paie le plein tarif.

La prise de contrôle de Wardair par PWA, qui possède également Canadien International, fait actuellement l'objet d'une révision de la part de l'Office national des transports.

## Une année de plus pour Mme Sauvé

OTTAWA (PC) — Le mandat de Madame le gouverneur général Jeanne Sauvé a été prolongé jusqu'au 1er janvier 1990, a annoncé hier soir un communiqué du bureau du premier ministre, M. Brian Mulroney.

Le communiqué note que la reine a approuvé l'extension du mandat de cinq ans qui devait prendre fin en mai. Il ajoute que Mme Sauvé, âgée de 66 ans, a accepté l'invitation de demeurer la représentante officielle de la reine au Canada.

« Je sais que la population canadienne apprendra avec énormément de satisfaction que Madame Sauvé a fait savoir qu'elle était prête à demeurer en poste pour cette période additionnelle », a dit M. Mulroney.

Le communiqué ne donne aucune raison pour cette extension de mandat et il a été impossible de rejoindre des membres du bureau du premier ministre pour obtenir des explications.

Depuis quelques semaines déjà, la rumeur voulait à Ottawa que le mandat de Mme Sauvé serait prolongé jusqu'à septembre.

**EXPOSITION et VENTE**

**TAPIS D'ORIENT ET DE PERSE**

Rendez-vous à l'hôtel Loews Le Concorde pour admirer notre magnifique sélection d'authentiques tapis d'Orient et de Perse faits à la main. Tapis neufs et semi-antiques. Tous les tapis sont noués à la main et proviennent de l'Iran, du Pakistan et de la Chine.

Une journée seulement:  
**Le samedi 4 mars 1989**  
de 10 h à 17 h

à l'hôtel Loews  
Le Concorde  
1225, place Montcalm, Québec

Organisé par  
**Shuja Bashir & Cie**

Place Bonaventure, étage "E"  
(manufacture), suite 32 Elmira,  
Montréal

Nous achetons, vendons, échangeons,  
lavons, réparons, estimons les tapis  
d'Orient et de Perse.

Tél: (514) 861-7847 et (514)  
876-4043 Fax: (514) 861-7822

Modalités de paiement: comptant, carte  
de crédit, chèque pour dépôt.

3 POMMES

POUR FÊTER  
LE  
PRINTEMPS!

Robe  
imprimée  
lilas ou  
rose  
58\$ à 68\$

0 — 16 ans

656-6047

LES  
POIS

LES  
RAYURES

Tout frais,  
les mélanges  
à découvrir,  
un duo  
très parisien.  
La jupe  
laine pure  
longueur Chanel  
8 à 16 \$79.  
la blouse  
ceinturée, marine  
à pois blancs  
6 à 16 \$85.  
Le blazer  
laine pure,  
boutons or,  
marine à  
rayures blanches  
6 à 16 \$195.

Norman

PLACE LAURIER PLACE FLEUR DE LYS GALERIES CHAGNON MAIL CENTRE-VILLE

Au grand déplaisir des libéraux et des néo-démocrates

# Mulroney reporte la nouvelle session au 3 avril

OTTAWA — Le gouvernement conservateur a retardé d'un mois l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, soulevant ainsi l'indignation de l'Opposition.

par MARIE TISON  
de la Presse canadienne

Le retour était prévu pour le 6 mars. Cependant, hier matin, le premier ministre Brian Mulroney a annoncé que la nouvelle session ne débiterait que le 3 avril à 15 h, avec la lecture du Discours du trône.

Le ministre des Finances Michael Wilson fera connaître son

budget dans les semaines qui suivront, a ajouté le premier ministre.

M. Mulroney a affirmé qu'il était préférable de convoquer la Chambre après le congé de Pâques, afin de permettre au Parlement de mener ses travaux sans interruption jusqu'au congé estival, au mois de juin.

Cette nouvelle a déplu aux libéraux et aux néo-démocrates.

Le chef adjoint de l'opposition libérale en Chambre, M. Herb Gray, a dénoncé le gouvernement conservateur qui semble déterminé à travailler à huis clos, loin des projecteurs des Communes et du feu des questions de l'Opposition.

« Nous sommes déçus, et je pense que les Canadiens aussi le seront », a-t-il déclaré.

M. Gray a affirmé qu'il était nécessaire de discuter des maintenant de questions comme la montée des taux d'intérêt, la concentration des entreprises et les pro-

grammes d'ajustement destinés aux travailleurs touchés par les fusions d'entreprises et l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

Selon lui, le gouvernement conservateur aurait pu profiter des quelques semaines précédant Pâques pour procéder à la lecture du Discours du trône, au dépôt du budget et des estimations des dépenses gouvernementales et pour déposer quelques projets de loi d'importance comme celui sur la garde d'enfant.

Le leader adjoint de l'opposi-

tion libérale à la Chambre, M. Jean-Robert Gauthier, a soutenu qu'il était mauvais, démocratiquement parlant, de ne pouvoir étudier dès maintenant les prévisions budgétaires du gouvernement conservateur et les estimations de ses dépenses.

#### À court d'idées

MM. Gray et Gauthier ont dit croire que le gouvernement avait décidé de retarder l'ouverture de la nouvelle session parce qu'il était à court d'idées et qu'il n'avait aucun ordre du jour à présenter aux parlementaires.

M. Gauthier a également affirmé que le gouvernement conservateur avait peur de faire face à l'Opposition. Il a expliqué qu'en vertu des règlements, si le Parlement avait recommencé ses travaux le 6 mars, il aurait fallu consacrer neuf jours avant le congé de Pâques à des débats menés par l'Opposition.

Les députés ont cessé de siéger à la veille de Noël. MM. Gray et Gauthier ont soutenu qu'il s'agissait d'une des plus longues pauses du processus parlementaire dans l'histoire canadienne. Ils ont déclaré que certains gouvernements avaient peut-être tenu les députés à l'écart des Communes pendant une plus grande période de temps, mais ils n'ont nommé que les gouvernements de Joe Clark et de John Diefenbaker, deux gouvernements conservateurs.

La présidente du caucus néo-démocrate, Mme Audrey McLaughlin, s'est opposée elle aussi à la décision de retarder le retour des parlementaires. Elle a soutenu qu'il était urgent de débattre des mises à pied entraînées par les fusions d'entreprises et le libre-échange.

Mme McLaughlin a également dit craindre que le gouvernement ne se donne un horaire trop chargé après le congé de Pâques, et qu'il s'en serve comme prétexte pour hâter le passage des projets de loi et limiter leur étude par les députés de l'Opposition.

M. Mulroney a soutenu que personne ne pouvait reprocher au gouvernement conservateur d'être absent du Parlement. Il a rappelé que les parlementaires avaient siégé au cours de deux étés en plus de leur horaire régulier et qu'ils avaient siégé jusqu'à la veille de Noël en 1988.

« Nous avons fait notre boulot », a-t-il affirmé.

## Nominations au cabinet du chef conservateur

OTTAWA (PC) - Le journaliste politique de La Presse, Gilbert Lavoie, deviendra secrétaire de presse du premier ministre Brian Mulroney à compter de lundi.

M. Lavoie, 40 ans, chroniqueur aux affaires nationales et internationales au quotidien de la Rue Saint-Jacques, remplace Marc Lortie qui occupe maintenant le poste de responsable des Communications à l'ambassade du Canada à Paris.

Natif de Rimouski, M. Lavoie a entrepris sa carrière de journaliste en 1971 à CKAC à Montréal, avant de passer au Réseau TVA en 1973.

Il s'est joint à La Presse en 1975, est devenu correspondant parlementaire de 1979 à 1982, chef de bureau sur la Colline du Parlement de 1982 à 1985, adjoint au directeur de l'information de 1985 à 1988 et chroniqueur aux affaires nationales et internationales de 1988 jusqu'à présent.

De son côté, M. Marcel Côté, 46 ans, associé principal de SECOR inc. de Montréal, une firme spécialisée en planification stratégique, assumera les fonctions de directeur de la planification stratégique et des communications auprès du premier ministre Brian Mulroney, à compter du 1er avril.

De 1969 à 1971, M. Côté a été professeur d'économie à l'Université de Sherbrooke et il a ensuite été directeur du département d'administration à l'Université de Québec à Montréal. En 1975, il est devenu cofondateur de la firme montréalaise SECOR.

M. Côté a agi comme conseiller économique auprès de différents gouvernements et de diverses organisations et associations publiques. Il est membre de plusieurs conseils d'administration.

Bruce Philips, qui occupait le poste de directeur des Communications au cabinet de M. Mulroney assumera des nouvelles responsabilités à titre de conseiller supérieur auprès du Premier ministre du Canada.

Deux autres personnes se sont jointes au Cabinet du premier ministre. Il s'agit de Brian Ward, à titre de conseiller spécial aux questions sociales et de M. Tom Trbovich, à titre de conseiller supérieur en politique.

# CHERCHE PAS, C'EST LÀ...

dans le

# CATALOGUE PRINTEMPS- ÉTÉ 1989

de

## DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS



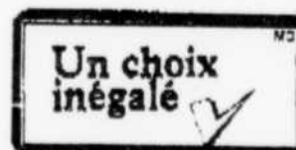
**RECHERCHEZ LE SYMBOLE DES SOLDES "ACHÈTE-TOT" ET ÉCONOMISEZ**

Magasinez tôt! Si vous achetez des articles portant ce symbole d'ici le 18 mars 1989, vous économiserez gros. Ne manquez pas cette occasion!



**PRIX IMBATTABLE, C'EST GARANTI**

Si un de nos concurrents annonce, en même temps que nous, un article identique à prix inférieur, nous vous l'offrirons au meilleur prix; c'est garanti! Détails en page 200C du nouveau catalogue printemps-été 1989.



**QUALITÉ A PRIX AVANTAGEUX**

Recherchez ce symbole. Il identifie les articles dont nous croyons que la qualité s'achète à un prix moindre que partout ailleurs. Vous êtes assuré de ne pouvoir trouver d'article comparable à meilleur prix pendant toute la saison.

# DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS

La somme de 2 \$ exigée en échange du catalogue est applicable sur tout achat d'au moins 20 \$ (taxe en sus). Vous pouvez vous procurer votre catalogue dans les magasins figurant sur la liste à droite.

QUÉBEC: Place Laurier • Les Galeries de la Capitale • 1870, rue d'Estimauville • 345, rue Soumande • Place des Quatre-Bourgeois • Carrefour Charlesbourg  
LÉVIS: Place Kennedy

# LE MONDE

## Versets sataniques: Moscou tentera de dénouer la crise

(D'après AFP, AP, NYTNS) — L'Union soviétique est entrée en scène hier pour tenter de dénouer la crise résultant des divers rebondissements de l'affaire Rushdie, alors que l'Iran engageait une nouvelle épreuve de force avec la Grande-Bretagne pouvant déboucher, dans une semaine, sur une nouvelle rupture des relations diplomatiques.

Au terme d'une tournée triomphale au Moyen-Orient couronnée, fait rarissime, par une rencontre avec l'ayatollah Khomeiny, le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chervardnadze a fait savoir hier qu'il avait longuement évoqué lors de sa visite à Téhéran la controverse mondiale née de la publication des *Versets sataniques* et que l'URSS peut jouer un rôle pour trouver une solution à la crise entre la Communauté européenne et ce pays.

« L'impression soviétique est que le gouvernement iranien veut trouver une solution à cette affaire et que le gouvernement soviétique peut jouer un rôle positif », a déclaré hier à Moscou le porte-parole du ministère soviétique des Affaires étrangères Guennadi Guerassimov.

« L'Union soviétique est très soucieuse devant cette affaire qui peut avoir des implications imprévisibles », a souligné M. Guerassimov, avant de préciser que l'affaire sera à l'ordre du jour des entretiens que M. Chevardnadze aura à Vienne le 7 mars avec le secrétaire d'Etat américain James

Baker et plusieurs autres ministres des Affaires étrangères.

Le porte-parole soviétique a affirmé que le chef de la diplomatie soviétique avait abordé l'affaire Rushdie avec le président iranien Ali Khamenei et le ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati, mais pas avec l'ayatollah Khomeiny, le chef suprême de la révolution iranienne.

Gerassimov s'est refusé à préciser les propositions que le Kremlin entend faire pour calmer la tempête, en disant qu'il était « prématuré d'entrer dans les détails d'une affaire aussi délicate ».

### Vote au Parlement

L'entrée en scène soviétique est intervenue le jour où le Parlement iranien approuvait un projet

de loi exigeant la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

Ce texte, adopté à une large majorité, accorde toutefois à Londres un délai d'une semaine pour qu'il condamne le livre « anti-islamique » de l'écrivain britannique d'origine indienne et arrête de critiquer l'Iran pour avoir condamné l'auteur à mort, avant la rupture effective.

Le gouvernement britannique a cependant clairement indiqué qu'il n'était pas question pour lui de se soumettre à des ultimatum. « La position britannique ne sera pas modifiée par des menaces de quelque nature que ce soit », a souligné William Waldegrave, le ministre d'Etat au Foreign Office.

Un porte-parole du Foreign Office, faisant allusion aux querelles de factions en Iran, avait estimé lundi que le vote du Majlis iranien « avait davantage à voir avec la situation politique interne » en Iran « qu'avec le Royaume-Uni ».

Ce nouveau durcissement des relations est intervenu une semaine après la décision des 12 pays de la CEE de rappeler leurs ambassadeurs ou chargé d'affaires à Téhéran et d'interdire les visites à haut niveau entre l'Iran et l'Europe occidentale, mesure suivie d'une décision analogue du gouvernement iranien.

Il s'est accompagné d'une série de manifestations et prises de po-

sitions publiques des partisans et adversaires de l'interdiction du livre de Rushdie, « condamné à mort » par Téhéran pour son roman jugé « blasphématoire ». Au moins 21 personnes ont été tuées dans ce cadre en Inde et au Pakistan.

Aux Etats-Unis, où le président George Bush a menacé hier de poursuivre en justice tous ceux qui tenteront d'empêcher la diffusion du livre, les bureaux d'un hebdomadaire new-yorkais, le *Riverdale Press*, et deux librairies de Berkeley (Californie) ont été la cible hier d'attentats à la bombe incendiaire, qui ont fait un blessé léger et causé des dégâts importants.

**Première entrevue gratuite et prix spéciaux**

### CLINIQUE POIDS-SANTÉ DE LA CITÉ

- Programmes d'amaigrissement basés sur une alimentation saine, sans médicaments ni produits spécifiques
- Régime réduisant le taux de cholestérol et de triglycérides dans le sang
- Supervision par des infirmières diplômées
- Programme de rééducation alimentaire

TÉLÉPHONEZ-NOUS À **657-2040**  
Place de la Cité, Sainte-Foy, niveau B

**VALIDE DU LUNDI AU VENDREDI DE 10 H À 22 H (éclairé)**

AINSI QUE LES SAMEDIS et DIMANCHES SOIR de 18 h 30 à 22 h

# 1/2 PRIX

DU TARIF RÉGULIER GLISSADES SKI DE FOND

piste éclairée  
Limite: 1 par coupon par client

CE SPÉCIAL EST VALIDE A COMPTER DE 18 H 30 SEULEMENT durant la semaine du 28 février au 3 mars 1989

Potage	
Spaghetti italien	6 \$
Fondue suisse	8 \$
Coq au vin	12 \$
Boeuf bourguignon	12 \$
Fondue chinoise (entrée: fondue parmesan)	16 \$
Dessert, café	

Rés.: 849-4418

le club Mont-Tourbillon LAC BEAUPORT

### COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE EASTERN QUÉBEC

Les vrais experts de l'enseignement des langues secondes depuis 1973

Cours d'anglais ou de français (6 semaines)

**SESSION INTENSIVE (MATIN)**

OBJECTIF: Communication et compréhension orale.  
6 niveaux — débutants à avancés

DATE: 13 MARS au 21 AVRIL 1989  
9h à 12h / lundi au vendredi

**INSCRIPTION**

Lundi 6 mars, 9h à 15h  
Coût: 195 \$ (90 heures d'enseignement)

ENDROIT: AUBERGE QUALITY INN  
3115, boul. Laurier

**INFORMEZ-VOUS DE NOS SESSIONS D'IMMERSION (JOURNÉES COMPLETES) MAI ET JUIN**

Durée: 3 semaines (90 heures)  
Dates: 1er au 19 mai et 29 mai au 16 juin  
Coût: 395 \$ (incluant dîners et pauses-café)

RENSEIGNEMENTS: **688-8733** JOUR  
**683-6414** SOIR

# SPECIAL CUIR

**1449\$**

PROFITEZ DE NOTRE PROMOTION SPECIALE POUR VOUS OFFRIRE DU CUIR VÉRITABLE A DES PRIX TOUT A FAIT IRRESISTIBLES.

LE CANAPÉ «CATALINA»

EXEMPLE PARFAIT DE LA FACILITÉ D'ADAPTATION DU CUIR, DOUX, SOPHISTIQUE ET CONFORTABLE. CE CANAPÉ APPORTERA UNE TOUCHÉ PERSONNELLE ET TRÈS RAFFINÉE A TOUT INTERIEUR.

CUIR VÉRITABLE BLANC, BEIGE OU NOIR. AUSSI DISPONIBLE EN D'AUTRES COLORIS MOYENNANT UN LÉGER SUPPLÉMENT.

**DE PLUS**

A L'ACHAT DE TOUT MEUBLE EN CUIR, VOUS BÉNÉFICIEZ DE RABAIS ADDITIONNELS DE 75 \$ A 500 \$ APPLICABLES SUR TOUT AUTRE ACHAT. (VOIR DÉTAILS EN MAGASIN)

**6 MOIS SANS INTÉRÊT OU AUCUN COMPTANT AVANT LE 10 JUILLET 1989**

## LA GALERIE DU MEUBLE

4 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS

- DESIGN: 18, rue Courcelles Tel: 681-0171
- CLASSIQUE: 1215, boul. Charest O. Tel: 681-0171
- ROCHE BOBOS: 9, rue Courcelles Tel: 681-4101
- CUIR NO 1: 2960, boul. Laurier Tel: 681-0171

Pour les clients de l'extérieur: 1-800-463-2277

## Amnistie internationale dresse un bilan accablant contre l'Irak

GENÈVE (AFP) — Des bébés et des enfants de détenus politiques sont torturés en Irak sous les yeux de leurs parents et les autorités irakiennes prélèvent des « taxes d'exécution » auprès des familles pour la restitution des corps, affirme Amnistie internationale.

Selon des témoignages recueillis par l'organisation humanitaire, des parents de détenus politiques ont subi dans les prisons le supplice de la *falaqa* (coups sur la plante des pieds) ainsi que des décharges électriques pour contraindre ces détenus à révéler leur appartenance politique.

Amnistie internationale cite le cas de mères et de pères placés dans des cellules adjacentes de celles de leurs bébés, qui privés de

nourriture, hurlent et provoquent ainsi leurs aveux de leurs parents.

Cette organisation affirme que des « violations systématiques à l'encontre de jeunes se produisent en Irak depuis plusieurs années ». Les enfants « subissent des coups de fouet, des sévices sexuels, sont torturés à l'électricité ».

Des jeunes, qui « sont apparentés à des opposants présumés au régime », font parfois l'objet d'« arrestations massives ». Amnistie internationale indique notamment qu'en septembre et octo-

bre 1985, « quelque 300 enfants et adolescents ont été arrêtés arbitrairement » à Soulemaney, au nord de Bagdad dans le Kurdistan, parce que leurs parents avaient déserté l'armée pour rejoindre les rangs des Peshmergas, les combattants kurdes. Elle cite les cas d'exécution de 29 enfants et adolescents en janvier 1987, dont le gouvernement a confirmé sept exécutions, ainsi que l'exécution publique de 15 lycéens et étudiants en mars et avril 1986.

Les « tortionnaires arrachent les yeux de leurs victimes, leur coupent le nez, les oreilles, les seins, le pénis et les membres », affirme encore l'organisation humanitaire qui ajoute que « certaines de ces méthodes ont été utilisées aussi sur des enfants ».

Selon le témoignage d'un détenu libéré en septembre dernier, des « prisonnières ont été pendues par les pieds pendant leur menstruation, des objets ont été insérés dans le vagin de jeunes femmes leur déchirant l'hymen ».

### Taxe d'exécution

Lorsque les corps des personnes exécutées à la prison d'Abu Ghraib, près de Bagdad, ont été rendus aux familles, en janvier 1988, celles-ci ont dû payer 300 dinars (\$1.500) pour chaque corps et cette exigence « devenue habituelle » est désormais qualifiée par les familles de « taxe d'exécution ». Elle est prélevée pour « couvrir les frais de l'Etat, notamment pour ce qui est des balles, cercueils et transport ».

## Clark demande la libération de Vaclav Havel

OTTAWA (PC, AFP, AP) — Le Canada a demandé la libération du dramaturge et militant des droits humains tchécoslovaque Vaclav Havel, dans une lettre qu'il a adressée à son homologue tchécoslovaque Jaromir Johanes.

Vaclav Havel et d'autres dissidents ont participé à des manifestations à Prague plus tôt ce mois-ci pour commémorer la mort de Jan Palach, un étudiant qui s'était immolé par le feu le 16 janvier 1969 pour protester contre l'occupation soviétique. Il a été condamné le 21 février dernier à neuf mois d'emprisonnement.



en collaboration avec

**METRO-RICHELIEU**

présente  
**Le concours**



**ARISTA**

### Président d'honneur:

M. Jacques Maltais, président et chef de la direction de Métro-Richelieu Inc.



### Président du jury:

Mme Danielle Touchette-Robitaille, première vice-présidente de Geoffrion, Leclerc Inc. et présidente de la Société de la Place des Arts de Montréal



### Membres du jury:

André Halley, vice-président de Bell Cellulaire Inc. et président du Conseil des gouverneurs de la Jeune Chambre de commerce de Montréal

André Bombardier, vice-président du conseil de Bombardier Inc.

Jacques Lagacé, vice-président et directeur général pour le Québec de la Banque Fédérale de développement

James A. Woods, avocat associé chez Clark Woods

Jean A. Bernard, vice-présidente de Bell Canada

Louise Jolicoeur, vice-présidente adjointe et secrétaire du Trust Général du Canada

Jasmin Morin, président de La Mousse du Québec Inc. et Jeune entrepreneur 1988

Michel Labadie, vice-président de la Banque Nationale du Canada et Jeune cadre 1988

Florent Francoeur, président du concours ARISTA 1989, président du conseil de la Jeune Chambre de commerce de Montréal et directeur équipement chez Bell Canada

## L'ÉNERGIE SANS FRONTIÈRE

Le concours Arista veut souligner de façon tangible l'apport des jeunes entrepreneurs et cadres à l'activité économique du Québec.

Âgé d'au plus 35 ans et cadre ou entrepreneur, vous vous êtes particulièrement illustré dans l'accomplissement de vos fonctions au cours des dernières années.

Posez votre candidature avant le 3 avril 1989 dans une des catégories suivantes:

- Jeune Entrepreneur - Nouvelle Entreprise
- Jeune Entrepreneur - Entreprise Établie
- Jeune Cadre - Grande Entreprise
- Jeune Cadre - PME

Chaque lauréat se verra remettre un trophée et une bourse de 1000,00 \$ lors d'une soirée-gala le 25 mai 1989, au Grand Hôtel.

Obtenez votre questionnaire de mise en candidature en téléphonant au 1-800-363-3521.

**Bell**



Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

La Presse

LESOLEIL

CFM

**Bell Cellulaire**

Banque fédérale de développement

## GRANDE VENTE

VENTE  
**154<sup>95</sup>\$**

rég. 180\$ BASSINETTE et MATELAS

Blanc seulement — Livraison en sus

VENTE  
**184<sup>95</sup>\$**

rég. 209\$ LIT TUBULAIRE

Disponible en blanc ou rose. Matelas et livraison en sus

VENTE  
**84<sup>95</sup>\$**

POUSSETTE

Quantité limitée Avec poignée réversible (6 fonctions)

rég. 98,95\$

À PARTIR DE  
**144<sup>95</sup>\$**

Grand choix de chaises oscillantes sur billes

QUELQUES DÉMONSTRATEURS EN VENTE

En vigueur jusqu'au 6 mars 1989

VISA

MasterCard



**Au Château du Bambin Inc.**

Meubles et accessoires pour enfant  
PLACE ROCHETTE  
500, boul. Rochette, Beauport 661-8434

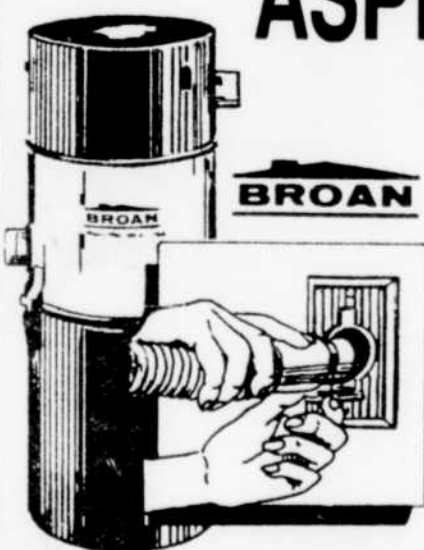
## ASPIRATEUR CENTRAL

BROAN MODÈLE V28

Prix Courant: 399\$

PRIX SPÉCIAL

**359 \$**



### CÉRAMIQUE À MUR

BLANC OU OS

6 po x 6 po

Cour.: 1,49\$ pi<sup>2</sup>

PRIX SPÉCIAL **99¢** pi<sup>2</sup>

CENTURA

### PEINTURE

au latex SICO

SEMI-LUSTRE

No 162-110

PRIX SPÉCIAL **25<sup>99</sup>**

SOUS-COUCHE

No 165-125

PRIX SPÉCIAL **21<sup>99</sup>**

4 litres

SICO

### CABINE DE DOUCHE

En fibre de verre

Blanc, Gris, Amande

Stock en magasin

AQUAPLUS

Cour.: 269,99\$

PRIX SPÉCIAL **219<sup>99</sup>**

NIAGARA

Cour.: 352,99\$

PRIX SPÉCIAL **277<sup>99</sup>**

LIQUIDATION

### PIN

MINI

PICKWICK

14 pi<sup>2</sup> / paquet

GRADE B

PRIX COURANT

6,99\$

PRIX SPÉCIAL **5<sup>49</sup>**

le paquet

DOMCO

### COUVRE-PLANCHER

Sans cirage

PRIX À PARTIR DE: **4<sup>99</sup>**

TABLETTE DE MÉLAMINE

11 3/4 po x 108 po

PRIX COUR.: 6,99\$

PRIX SPÉCIAL **5<sup>99</sup>**

ch.

7<sup>99</sup>

le panneau

PRÉFINI

sur bois

CHÈNE ENSOLEILLE

(égales imperfections)

PRIX À PARTIR DE:

**Baptiste TOUCHATOU**

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 14 MARS 1989

LIVRAISON GRATUITE AVEC 100\$ D'ACHATS

VILLE VANIER

445, boul. Pierre-Bertrand

687-2960

HEURES D'OUVERTURE

Lundi au mercredi: 8h30 à 17h30

Jeudi et vendredi: 8h30 à 21h

Samedi: 8h30 à 17h

## Les élections municipales se soldent par d'importants gains du parti de Shamir

JÉRUSALEM (AFP, Reuter, NYTNS) — Le Likoud (droite nationaliste) a enregistré aux élections municipales d'hier un important gain de voix, supérieur de 20 % à celui de la dernière consultation municipale de 1984, sur le compte de son principal rival, le Parti travailliste, selon les premières estimations de la télévision israélienne, la nuit dernière.

Le Likoud est ainsi assuré, selon ces estimations, d'emporter les mairies de Beersheva, capitale du Neguev (sud d'Israël), du port d'Achdod et d'une série de villes moyennes, traditionnellement travaillistes.

Il enregistre des progrès substantiels dans le port de Haifa, troisième ville d'Israël et bastion traditionnel du Parti travailliste.

Les partis religieux enregis-

trèrent également des gains importants à Tel-Aviv (15 % des suffrages) et à Jérusalem (20 % des suffrages), mais insuffisants pour prendre la direction des coalitions municipales.

Le populaire maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek (travailliste), a été réélu à une forte majorité de 64 % des voix, mais sa liste a perdu la majorité absolue dont elle disposait dans la mairie.

Moins de 3.000 Palestiniens de Jérusalem-Est ont participé aux élections municipales sur 80.000 votants potentiels, en réponse à un appel au boycottage et à une grève générale lancée par la « Direction nationale unifiée » du soulèvement populaire palestinien.

La participation au vote a été faible (50 % des inscrits environ) au sein de la population juive, mais élevée parmi les Arabes d'Israël (85 à 90 %), qui constituent environ 17 % de la population totale.

### Raid au Liban

L'ouverture des bureaux de vote a coïncidé avec l'annonce d'un raid de l'aviation israé-

lienne contre des bases du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) au sud de Beyrouth.

Des témoins au Liban ont fait état de deux fedayine tués et 23 écoliers blessés. Ce troisième raid de Tsahal au Liban depuis le début de l'année constituait apparemment une riposte à une tentative d'infiltration en Israël de trois membres du FDLP la semaine dernière. Les trois hommes avaient été abattus.

Le FDLP est membre du Conseil national palestinien (Parlement en exil) mais rejette la décision de ce dernier de reconnaître l'État d'Israël et de renoncer au terrorisme.

## Des accords en Pologne

VARSOVIE (AFP, Reuter) — Les négociateurs de la table ronde ont enregistré, hier à Varsovie, plusieurs succès notables en se mettant d'accord sur plusieurs questions essentielles : représentation syndicale commune dans les entreprises, indépendance des tribunaux et principe de la légalisation de plusieurs associations dissoutes au cours des dernières années.

Pendant ce temps, des dizaines de milliers de personnes ont défilé à Szczecin avec le président du syndicat interdit Solidarité, Lech Walesa, qui a instamment prié les ouvriers de rester calmes pendant les trois semaines à venir, jusqu'à la conclusion de la table ronde devant déboucher sur une nouvelle légalisation de Solidarité.

« Donnez une chance aux pourparlers », a demandé Walesa, qui s'exprimait à la suite d'une série de grèves ouvrières et de manifestations étudiantes qui ont entraîné l'intervention de la police à Varsovie et à Cracovie la semaine dernière.

Les représentants du pouvoir et de l'opposition se sont entendus pour garantir, à l'avenir, l'indépendance des tribunaux polonais. Les juges seront désormais nommés à vie. Ils ne pourront plus être « démissionnés ».

Enfin, les négociateurs ont accepté le principe de la reconnaissance officielle de plusieurs associations qui avaient été dissoutes pendant la période de l'état de siège (1981-83). Il s'agit de l'Association indépendante des étudiants (NZS), de l'Association des écrivains, des journalistes, des comédiens et des artistes.

# CHUT!

**PSITT! J'AI LE «SCOOP» DE L'ANNÉE! LA BAIE ORGANISE UN SOLDE PHÉNOMÉNAL DE VÊTEMENTS POUR TOUTE LA FAMILLE. ET QUAND JE DIS «PHÉNOMÉNAL», TENEZ-VOUS BIEN:**

# 50%

**DE RABAIS  
SUR LE DERNIER PRIX ÉTIQUETÉ**

C'est incroyable, ça frise le ridicule! Et en plus, ils ont regroupé la marchandise au même endroit, donc pas besoin de courir de droite à gauche, ni de chercher de midi à quatorze heures! Mais **CHUT! CHUT! CHUT!** comme c'est "premiers arrivés, premiers servis", gardons le secret, sinon tout Québec va s'y ruer!

Galeries de la Capitale et Place Laurier, du 22 février au 4 mars

**SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!**



- Galerías de la Capitale et Place Laurier, lun. à mer. de 9 h 30 à 17 h 30; jeu. et ven. de 9 h 30 à 21 h; sam. de 9 h à 17 h.
- Galerías de la Capitale, 627-5922
- Place Laurier (mail sud-ouest), 627-5959



**4 DERNIERS JOURS!**

## le manoir MANRÈSE



### RÉSIDENCE POUR LES RETRAITÉS

CONFORT • SÉCURITÉ • BIEN-ÊTRE  
MAGNIFIQUE VUE SUR LES LAURENTIDES

Le temps est venu de vous faire plaisir et vous songez à choisir un appartement; nous vous offrons des services de qualité, adaptés à vos besoins.

- un choix de studios, 3½ et 4½ (pente-méridien)
- surveillance vidéo aux portes principales
- infirmeries 24 heures/jour
- service de pastorale
- minibus
- activités sociales
- salle à manger (repas facultatifs)
- balcons individuels
- piscine intérieure
- salon de coiffure
- accommodation
- médecin, pharmacien
- salon pour les loisirs et la détente
- bibliothèque
- service bancaire par la Caisse populaire Belvédère

Heures d'ouverture:

du lundi au vendredi de 10 heures à 17 heures  
les samedis et dimanches de 13 heures à 17 heures  
Bureau de location:  
700, avenue Murray, Québec  
Tél.: 683-6438

le manoir  
MANRÈSE

Venez visiter nos appartements modèles

## Le procès du colonel North encore suspendu

WASHINGTON (NYTNS) — Le procès d'Oliver North, déjà passablement ralenti par une querelle sur des secrets gouvernementaux, a été suspendu hier pour la deuxième fois en autant de jours après que le magistrat chargé du dossier eut découvert que des documents secrets auxquels le tribunal n'avait pas accès avaient été rendus publics dans une poursuite au civil l'an dernier.

Cette découverte a amené les avocats de l'ancien colonel des Marines à demander au juge de laisser tomber les 12 accusations qui pèsent contre leur client, sur la base de la « mauvaise conduite » des procureurs.

Le juge Gerhard Gesell ne s'est prononcé directement sur cette demande et a ordonné la reprise du procès ce matin, après avoir donné congé aux jurés une deuxième journée de suite.

Mais il a entendu hier les procureurs sur cette façon de s'occuper de documents secrets et a indiqué qu'il réexaminerait ses décisions prises des mois avant l'ouverture du procès mardi dernier et qui limitaient de façon stricte les documents secrets pouvant être produits au cours du procès.

John Kecker, le procureur principal, a admis devant le juge Gesell que le bureau du procureur indépendant « était au courant »

de ces derniers soit présenté comme preuve.

La querelle tourne autour d'une série de mémorandums adressés par un témoin de la défense, Robert Owen, ancien agent de liaison en Amérique centrale de M. North, à ce dernier. Le juge les avait jugés recevables, tandis que la poursuite, après consultations avec des experts gouvernementaux, s'était opposée à cette décision.

Hier matin, le juge a dit avoir

appris que ces mêmes mémos avaient été remis au Christie Institute, une organisation de Washington qui avait poursuivi 29 personnes, dont Owen, les accusant d'avoir violé les lois américaines dans leurs efforts visant à aider les rebelles anti-sandinistes.

Ces mémos contenaient sans la moindre oblitération tous les noms des personnes que la poursuite a par la suite rayés comme relevant du secret d'Etat, en vue du procès de North.

## Moins de drogue au secondaire US

WASHINGTON (AFP) — La consommation de drogue parmi les élèves des écoles secondaires aux États-Unis est en baisse et est tombée à son niveau le plus bas depuis 1975 mais elle demeure un sérieux problème, selon une étude de l'Université du Michigan rendue publique hier.

En 1988, 53,9 % des élèves des classes terminales du secondaire ont reconnu avoir essayé au moins une fois dans leur vie la cocaïne, le crack ou la marijuana. Ils étaient 55,2 % en 1975, selon cette étude menée annuellement depuis cette date.

Plus précisément, les chercheurs

ont noté qu'il y a eu une baisse significative de la consommation de cocaïne, utilisée par seulement 12 % d'élèves contre 15 % en 1987. En ce qui concerne le crack, un dérivé chimique de la cocaïne moins onéreux que celui-ci mais beaucoup plus dangereux en raison de la rapidité d'accoutumance, le pourcentage d'élèves

qui l'ont essayé au moins une fois est tombé de 5,6 % en 1987 à 4,8 % l'année suivante.

La consommation de marijuana est en déclin depuis l'année 1979 où elle avait atteint un sommet avec 27,7 %. Elle est de 21,4 % pour 1988, ce qui représente tout de même une augmentation par rapport à l'année 1975 où elle était de 19 %.

L'enquête a été menée auprès de 16,300 adolescents dans 135 écoles du pays.

## Couvre-feu à Washington

WASHINGTON (AFP) — Un couvre-feu pour les jeunes a été imposé hier à Washington, capitale des États-Unis, devenue en 1988 ville américaine numéro un du meurtre et de la drogue.

Le conseil municipal a décidé d'interdire les rassemblements de jeunes de moins de 17 ans dans les rues et les parcs de la ville entre 23H00 et 06H00. L'entrée en vigueur de ce couvre-feu sera toutefois repoussée à minuit les vendredi et samedi soir.

La décision du conseil fait partie de ses efforts pour mettre fin à la vague d'assassinats, généralement liés au trafic des stupéfiants, qui n'a cessé de s'accroître au fil des derniers mois. 372 meurtres avaient été enregistrés à Washington en 1988, plaçant la capitale au premier rang des villes américaines sur la base du nombre de meurtres par rapport à la population. 90 personnes y ont été assassinées depuis le début de l'année, soit 36 de plus qu'à la même date de l'an dernier.

Le responsable de la justice locale, M. Frederick Cooke, a cependant estimé que le couvre-feu « ne résoudrait pas le problème de manière sensible ». Il a souligné que la plupart des meurtres, dont 60 % sont liés à la drogue, ont pour auteurs et comme victimes des gens de plus de 30 ans.



Le magasin d'aubaines

Choisissez parmi notre superbe sélection de titres mentionnés et beaucoup plus en magasin!

Prix en vigueur du mercredi 1er mars au mardi 14 mars 1989.

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les quantités peuvent être limitées sur certains articles.



AU CHOIX  
6<sup>97</sup> ch.



AU CHOIX  
9<sup>97</sup> ch.



AU CHOIX  
8<sup>97</sup> ch.

Le carrefour des aubaines, c'est K mart

Place Fleur de Lys, 550, boul. Hamel, Québec

Place des Quatre-Bourgeois, 999, rue de Bourgogne, Sainte-Foy

Le super magasin

# C'EST AU QUÉBEC QUE ÇA SE GAGNE!

# 3300000

APPROX.

CETTE SEMAINE

S.E.L.E.C.T.



MC



18

# Travaux obligatoires de \$800 millions US sur les vieux Boeing?

WASHINGTON (d'après AFP) — Un groupe d'experts aéronautiques du gouvernement fédéral et du secteur privé a recommandé, hier, que quelque \$800 millions US de travaux au total soient rendus obligatoires sur l'ensemble de la flotte des plus vieux des Boeing en service.

Si ces mesures sont adoptées par les autorités fédérales de l'aviation civile (Federal Aviation Administration), elles toucheraient notamment plus de 1.300 Boeing 747, 737 et 727, à un coût unitaire de \$600.000 US environ.

Ce groupe de travail (The Aging Aircraft Task Force) a été formé à l'initiative du Groupement américain des transporteurs aériens (The Air Transport Association - ATA) qui représente l'ensemble des compagnies aériennes aux États-Unis. Quelques compagnies parmi les plus importantes ont déjà effectué une grande partie des réfections recommandées par le groupe de travail.

« Des modifications étendues ou le remplacement d'une partie des éléments structurels ainsi que de l'enveloppe des appareils doivent être faites après un certain nombre d'heures de service », recommande notamment le rapport final du groupe de travail neuf mois après sa formation.

M. Clyde Kizer, président de

aucun appareil dangereux volant actuellement », a-t-il notamment souligné.

Le groupe de travail se penche également sur une série de recommandations affectant les appareils usagés de McDonnell Douglas, deuxième constructeur américain. Ces experts travaillent sur les DC-9, les DC-8 et les DC-10, et examinent les modifications nécessaires pour que ces appareils restent sûrs. Les résultats de leurs travaux devraient être rendus pu-

blics avant la fin de cette année.

L'âge moyen des quelque 3.000 appareils de lignes en service aux États-Unis est de 13 ans environ et la moitié des avions dans un grand nombre de grandes compagnies américaines ont plus de 15 ans, selon Avmark, une société spécialisée dans l'estimation de la valeur des avions.

### Incidents

Les inquiétudes sur les risques présentés par les appareils comptant un nombre élevé d'heures de

service et surtout de décollages et d'atterrissages, se sont accrues après qu'une partie du toit d'un Boeing-737 de la compagnie Aloha se soit désintégrée à 10.000 mètres d'altitude en avril 1988 au large d'Hawaï.

Une série d'incidents se sont produits au cours des derniers mois sur des appareils anciens et notamment des Boeing.

La semaine dernière, la porte avant droit d'un Boeing-747 de United Airlines s'était ouverte à

quelque 8.000 mètres d'altitude, précipitant dans le vide neuf passagers. L'avion a pu se poser à Honolulu 30 minutes après l'incident. Les enquêteurs ont révélé hier que cette porte avait déjà été réparée à plusieurs reprises ces derniers temps.

Enfin, un 747 de la même compagnie United a dû retarder son décollage de 20 heures, hier à Sydney, à la suite d'un problème découvert sur l'une des portes de ses soutes.

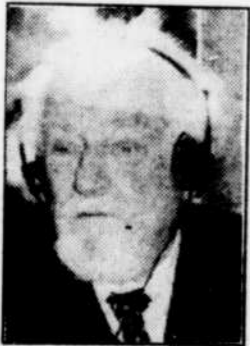
### En Bref

#### ■ Piperno réincarcéré

ROME (AFP) — Franco Piperno, l'un des ex-dirigeants du mouvement d'extrême gauche Potere Operaio (pouvoir ouvrier), devra retourner en prison: la Cour de cassation a confirmé définitivement la condamnation à quatre ans de prison qui lui avait été infligée l'an dernier par la cour d'appel de Rome, pour « association subversive ». Franco Piperno avait été remis en liberté provisoire après ce jugement, lors duquel l'avocat général avait demandé au tribunal de le laisser libre notamment « en raison du fait qu'il s'est librement constitué prisonnier ». M. Piperno était retourné en Italie en 1987, après plusieurs années d'exil en France et au Canada. Il avait alors, avant son procès en appel, effectué deux ans et demi de prison.

#### ■ Décès d'un scientifique

VIENNE (AFP) — Konrad Lorenz, prix Nobel de médecine et de physiologie (1973) autrichien, s'est éteint lundi soir à l'âge de 85 ans dans son domaine près de Vienne, où il vivait depuis plusieurs années en retraite, entouré des animaux, oies, chiens, chats et poissons, qui l'ont rendu célèbre dans le monde entier. Spécialiste d'éthologie, la science comparée du comportement animal et humain, Konrad Lorenz a consacré toute sa vie à l'étude des animaux, en particulier ses fameuses oies cendrées, pour appliquer ses découvertes au comportement humain.



#### ■ Nouvelle trêve en Colombie

BOGOTA (AFP) — Un mouvement de guérilla communiste colombien, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), a décrété hier un cessez-le-feu unilatéral et annoncé qu'il était prêt à dialoguer avec le gouvernement du président Virgilio Barco pour consolider le processus de paix. Selon une émission-radio des FARC captée à Bogota, le cessez-le-feu devait entrer en vigueur à 17h00. Un autre mouvement armé d'extrême gauche, le M-19, avait engagé le dialogue en décembre dernier avec le gouvernement colombien. D'autres mouvements de guérilla, l'Armée de libération nationale (ELN, pro-cubaine), et l'Armée populaire de libération (EPL, marxiste-léniniste) ont refusé pour leur part de participer aux pourparlers avec le gouvernement, annonçant au contraire leur intention de renforcer la lutte contre le pouvoir.

# GRATTEZ COLLECTIONNEZ GAGNER

## 20 ANS ENTRE AMIS

ET COUREZ LA CHANCE DE

...l'un des 20 appareils-photo Fuji 35mm et SOURIEZ ENTRE AMIS

...l'un des 20 ensembles soirée-ciné et RELAXEZ ENTRE AMIS

...l'un des 20 voyages pour 4 personnes au Club Med et VOYAGEZ ENTRE AMIS

# GRATTEZ ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER de nombreux prix INSTANTANÉS

- Des piles alcalines Duracell, 2-AA, 1.5 v.
- De l'eau de source naturelle Evian, 330 ml
- Un stylo à bille Bic
- De l'huile pour bébés Baby Magic de Mennen, 50ml

- 10% d'escomptes sur votre prochain développement de film photo couleur au Service Photo PJC
- 10% d'escomptes sur votre prochain achat de cosmétiques au comptoir cosmétiques Jean Coutu
- Une brosse à dents Reach

- Une portion de frites dans tous les restaurants Mikes participants
- Un Pepsi format régulier, dans tous les restaurants Mikes participants
- 2\$ de rabais à l'achat de 10\$ ou plus dans tous les restaurants Mikes participants

Règlements officiels disponibles à votre PJC Jean Coutu

**MENNEN**

**MIKES**

**PEPSI**

Quantité limitée  
Valide du  
26 février au  
18 mars 1989

# JEAN COUTU

# VIVE la pluie!



Novelti, par Adorable Jr, imper de polyuréthane noir, à pois blancs, 255\$. Quantité limitée.

HILARY RADLEY

NOVELTI  
PAR ADORABLE JR



Par Hilary Radley, imper royal et rouge, 100% nylon froissé, 190\$.



Novelti, par Adorable Jr, imper de polyuréthane blanc, à pois noirs, 245\$. Quantité limitée.

Les orages printaniers n'ont qu'à bien se tenir, nous sommes prêtes à affronter toutes les intempéries. Offrez-vous l'imperméable ou le manteau de printemps qui vous mettra le soleil au coeur, dans les signatures telles: HILARY RADLEY, CHRISTIAN DIOR, ADORABLE JR, SHIFF, COLLECTION INTERNATIONALE, NICOLINI et BALIMEL. Nous habillons les tailles petites, régulières et fortes.

*prime!*

Chic! Avec tout achat d'un imper à prix régulier, recevez en prime ce très pratique parapluie télescopique de marque Knirps. Faites vite, la quantité est limitée.



ACHAT SPÉCIAL

BALIMEL

Manteaux en gabardine de polyester, imperméabilisés. Tailles 4 à 14 ans.

115\$



la liberté *mode*

MAIL CENTRE-VILLE,  
QUÉBEC, 525-4841